

Législatives :
Les candidats de
Lutte Ouvrière
p.5

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2024 - 18 mai 2007 - prix : 1 € - DOM 1,5 €

Après l'élection
de Sarkozy

Reprendre

le chemin de la lutte !



26, 27 et 28 mai à Presles

Vive
la Fête



Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Sarkozy président
 - Bolloré ami de Sarkozy
 - Le patrimoine de Sarkozy
- p. 6 ■ Liberté de la presse
- p. 11 ■ Les victimes de l'amiante
 - Maisons de retraite
 - Mayenne, contre la hausse des loyers
 - Le patron d'AXA

Tribune

- p. 6 ■ Le gouvernement Sarkozy pratique l'immigration choisie
- p. 16 ■ Chirac dépose son bilan
 - Chirac et le clan Hariri

Élections législatives

- p. 5 ■ Plus de 560 candidats de Lutte Ouvrière
 - Les dirigeants du PS s'affrontent
 - Le programme du PS
 - Réunions publiques

La fête de Lutte Ouvrière

- p. 7 à 10 ■ Le programme de la fête

Dans les entreprises

- p. 12 ■ SNECMA-Gennevilliers, la direction recule
 - Tours, grève dans les transports
 - Chambéry EDF-GDF : non à la régression
 - Hôpital Avicenne, le mouvement se développe
- p. 13 ■ Airbus-Bouguenais, fin de la grève
 - SNCF, triage de Sibelin-Feyzin
 - Hewlett Packard-Eybens

Dans le monde

- p. 14 ■ Italie, la défense de la famille
 - Pologne, la démocratie chrétienne
 - Brésil, tournée du pape
- p. 15 ■ Grande-Bretagne, le départ de Blair
 - Égypte, mouvements de grève

Pour venir à la fête de Lutte Ouvrière à Presles, les 26, 27 et 28 mai



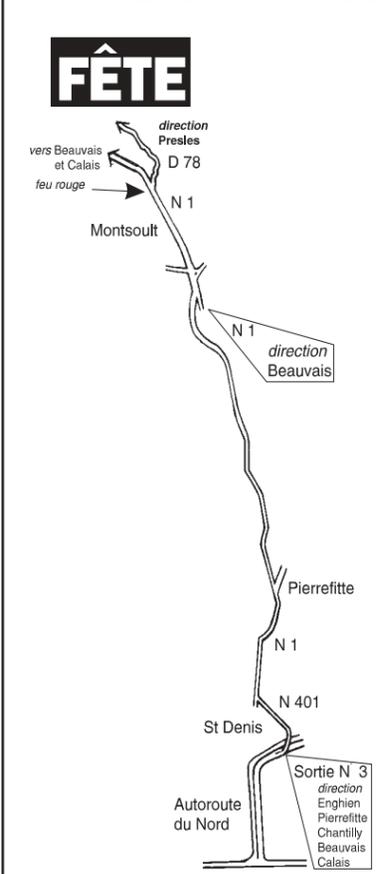
• À partir de Paris

La Fête de Lutte Ouvrière se déroulera à Presles, petite ville du Val-d'Oise à 30 km au nord de Paris, dans un beau parc boisé de 12 hectares.

Navettes de cars gratuits : pour venir à la Fête, le plus commode est de prendre les cars gratuits qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. Avec les cars, pas de soucis de stationnement, ils vous déposeront à l'entrée de la Fête, et fonctionneront aux mêmes horaires que la Fête. Ces cars circuleront les trois jours à partir de 8 h 30, avec un départ toutes les 20 mn environ, et le retour assuré.

Trains (payants) : à partir de la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoult-Maffliers jusqu'à la gare de Presles, située à 900 mètres de l'entrée de la Fête.

En voiture : prendre l'autoroute A1 (porte de la Chapelle), puis la sortie n° 3 et la N1 vers Beauvais. À 20 km, prendre à droite la D78 vers Presles, où le parcours est fléché. Cependant le stationnement est très difficile dans Presles. Pour vous-même et pour éviter les nuisances dans la ville, nous vous conseillons les transports en commun.



PARIS - Porte de la Chapelle

• À partir des régions

Des départs collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes de toutes les régions. Vous pouvez vous renseigner dès à présent auprès de nos camarades locaux.

Les rendez-vous de départ ont lieu le samedi 26 mai. Pour certaines villes indiquées, des départs ont lieu également le vendredi 25 mai et le dimanche 27.

- Angers : 7 h 45 - Parking centre commercial Val-d'Anjou
- Bourges : 6h - Parking du Centre nautique
- Châtelleraut : 7 h - Entrée nord autoroute
- Besançon : 6 h 30 - place Battant
- Châteauroux : 6 h 30 - Parking de l'Escale
- Cholet : 6 h 45 - Parking accès nord de l'autoroute
- Clermont-Ferrand : 6 h 30 - place des Bughes, devant le boulodrome
- Cosne-sur-Loire : 7 h - Parking de l'aire des Vignobles (autoroute A77) Malataverne
- Dijon : 8 h - Parking ANPE

- vendredi 25 mai : 19h - Parking ANPE
- Dole : 7 h 15 - Péage de Choisey
- Dunkerque : 6 h - Parking du stade Trébout
- dimanche 27 à la même heure, au même endroit
- La Roche-sur-Yon : 5 h 45 - Parking CHD
- La Rochelle : 5 h - Parking du Méga CGR
- Lille : 7 h - M° Porte-d'Arras
- dimanche 27 à la même heure, au même endroit
- Limoges : 5 h - Haut du Champ-de-Juillet
- Lyon : 5 h 30 - M° Laennec (angle bd Ambroise-Paré - rue Laennec)
- Montargis : 7 h 30 - La Poste, place du Pâtis
- Montluçon : 7 h 30 - Péage de Bizeneuille de l'A71
- Nevers : 5 h 45 - Maison de l'Agriculture
- Poitiers : 6 h 30 - Entrée nord de l'autoroute
- Saint-Brieuc : 5 h - Place de la Liberté
- Tours : 7 h 15 - Gare routière
- Vierzon : 7 h 15 - N20 devant le Lycée Technique

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyte)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Ci-joint la somme de :
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Ni rire ni pleurer, mais reprendre le chemin de la lutte

Sarkozy va donc être investi, cette semaine, président de la République. Après sa campagne électorale où, invité par les patrons, il a parcouru au pas de charge quelques usines, histoire de montrer qu'il s'intéresse aux ouvriers, il a tenu à afficher sans complexe ses véritables amitiés. Il s'est envolé en jet privé pour Malte et a rejoint un yacht luxueux, les deux appartenant à son grand ami Vincent Bolloré, une des dix plus grosses fortunes du pays. D'après le calcul d'une association de chômeurs, cette petite escapade aurait coûté l'équivalent de dix-sept ans de smic. Mais qu'est-ce donc que cette somme, pour un Bolloré ? Et qu'est-ce qu'il en escompte en retour ?

On ne sait pas encore de qui sera composé le premier gouvernement de l'ère Sarkozy et, en particulier, s'il comptera quelques transfuges venus de la gauche, comme le laisse entendre la presse. On sait en revanche quelle en sera la politique.

Sarkozy ne s'en est nullement caché : il gouvernera en faveur du grand patronat et des plus riches. Il réduira l'impôt sur les bénéfices des sociétés et sur les plus hauts revenus, ce qui signifie donner encore moins de moyens aux services publics.

Quant à sa politique sociale, elle se résume à ceci : ceux qui veulent gagner plus n'ont qu'à faire des heures supplémentaires, s'ils ont un emploi et si leur patron éprouve la nécessité d'y recourir. Aux mal-logés et aux sans-logis, il propose de devenir propriétaires de logements qu'ils n'ont pas ou dont ils ne peuvent pas payer le loyer ! Quant au chômage, il a inventé le slogan « *le travail crée le travail* » et, en conséquence, il faut user encore plus au travail ceux qui en ont, en espérant qu'il en résultera des retombées pour ceux qui n'en ont pas. Il veut supprimer l'emploi d'un travailleur de service public sur deux qui part à la retraite. Il se prépare à s'en prendre au droit de grève et à la retraite des cheminots.

Les gouvernements de Sarkozy continueront ce qu'ont fait les gouvernements de Chirac, en plus cynique peut-être, en l'aggravant s'ils le peuvent.

Mais le pourront-ils ? Cela ne dépend pas que d'eux. Cela dépend autant et plus encore des réac-

tions auxquelles ils seront confrontés parmi les travailleurs.

La situation est-elle différente de ce qu'elle aurait été si Ségolène Royal avait été élue ? Pas tellement. Pas tant en tout cas que le PS et les autres partis de l'ex-Gauche plurielle voudraient nous le faire croire. Le grand patronat aurait eu le même pouvoir sur l'économie et Ségolène Royal ne se serait pas plus opposée que Sarkozy à ses quatre volontés.

Pour que les choses changent ne serait-ce qu'un peu pour nous, nous aurons à mener des luttes sérieuses, importantes et déterminées. Aucun président de la République, de quelque bord qu'il soit, n'a jamais fait de cadeaux aux travailleurs sans y être contraint.

Le bulletin de vote permet tout au plus de changer l'équipe gouvernementale. Et même sur cela il ne faut pas trop compter car une partie du monde du travail, la plus défavorisée, les travailleurs immigrés, est privée du droit de vote.

Mais, de toute façon, le bulletin de vote ne vaut rien pour changer le rapport de force entre le grand patronat et les travailleurs. Et c'est cela qui est décisif. Tout dépend de notre détermination et de notre conscience collective que seules les luttes peuvent payer.

Si Ségolène Royal avait été élue, elle ne nous aurait pas donné de raisons de nous réjouir, pas plus qu'il n'y en a aujourd'hui de pleurer. Avec Sarkozy, nous avons un ennemi ouvert à la présidence de la République, mais ce n'est pas plus catastrophique que d'y avoir de faux amis.

Tôt ou tard, nous aurons à entrer en lutte, tout simplement parce que la situation des classes populaires deviendra de plus en plus intenable. Ni le patronat ni le gouvernement ne nous laisseront d'autre choix. Il faudra alors que nous soyons conscients des revendications à proposer et que nous sachions clairement qui sont nos alliés et qui sont nos adversaires, ouverts ou déguisés.

• Gouvernement d'« ouverture »

Les grosses ficelles de Sarkozy

Sarkozy a annoncé un gouvernement restreint de quinze gros ministères, et même une ouverture politique qui irait non seulement vers le centre mais vers la gauche. Et d'ajouter, devant les parlementaires de l'UMP : « *La fidélité, c'est pour les sentiments. L'efficacité, pour le gouvernement.* »

Des propos aussi délicats ont déclenché une tempête parmi les « amis » de toujours ! Parmi les recalés possibles ou probables, on trouve le fidèle Devedjian, qui lorgnait, paraît-il, sur le poste de ministre de la Justice. Masquant son dépit sous l'ironie, il a déclaré qu'il était « *pour aller loin dans l'ouverture... très loin, y compris jusqu'aux sarkozystes* » !

Mais, visiblement, les « sar-

kozystes » ne sont pas la préoccupation essentielle de Sarkozy. L'ouverture annoncée, dont on ne sait si elle aura une quelconque réalité, est une opération politique visant à couper l'herbe sous le pied à la gauche et au centre. En se présentant comme le rassembleur des différentes sensibilités politiques, de la droite jusqu'à la gauche, Sarkozy veut prouver que les autres – Bayrou ou Royal – en

parlent mais que lui le fait.

Voilà donc le sens des offres de Sarkozy aux ex-ministres « de gauche » Védrine, ou Kouchner. Ce dernier, il y a à peine quelques semaines, reprochait à Sarkozy de « *pêcher dans les eaux de l'extrême droite* » et d'avoir « *une dérive historiquement scandaleuse* » sur la question de l'identité nationale et sur celle de la pédophilie. Mais il semble que l'attrait d'un ministère puisse rendre amnésique. De son côté, Claude Allègre pourrait se retrouver chargé d'une mission sur l'enseignement supérieur, sans doute pour examiner le meilleur

leur moyen de continuer à « *dégraissier le mammoth* ». Aucun de ceux-ci, jusqu'à présent, n'a décliné l'offre, ni ne l'a considérée comme scandaleuse. Et de fait, la différence entre la politique des gouvernements de droite et celle du gouvernement dit « de gauche » de Jospin, auquel ils ont participé, n'est pas telle qu'elle puisse les empêcher de participer éventuellement à un gouvernement Sarkozy.

Sans le moindre soupçon d'humour, Fillon voit dans cette « ouverture » quelque chose qui « *désenclave et revivifie la démocratie française* » !

Éric Raoult, un autre proche de Sarkozy, reconnaît beaucoup plus franchement qu'il s'agit d'une opération politique, et peut-être à court terme : « *Il faudra voir, dit-il, après les élections (législatives), jusqu'où va l'ouverture...* », car il y aura selon toute vraisemblance un remaniement ministériel après.

En somme, on verra au résultat. On sait bien que, selon celui-ci, ceux qui sont pris en CDD d'un mois ne décrocheront pas forcément ensuite un CDI...

Sylvie MARÉCHAL

• Sarkozy président

Faire autrement... la même politique !

Sarkozy, à peine revenu de croisière, a commencé à « former son gouvernement », c'est-à-dire à choisir ses ministres, tâche jusque-là réservée au premier d'entre eux. Apparemment, Sarkozy tient à les désigner lui-même et à le faire savoir, pour montrer qu'il veut assumer en personne la gestion quotidienne des affaires. Cela reviendrait à refaire du Premier ministre le simple exécutant qu'il était au début de la V^e République, sous De Gaulle.

Le régime présidentiel tenait alors autant à la stature personnelle de ce dernier qu'à la lettre de la Constitution. Il vient désormais du fait que les députés, devant lesquels le Premier ministre est censé être responsable, sont élus immédiatement après le président, dans la foulée, pour la même durée (cinq ans) et, pour la majorité d'entre eux, selon toute probabilité, sur le même programme. Le Parlement, dont l'élection découle ainsi de celle du président, devient donc, encore plus que par le passé, une simple chambre d'enregistrement.

Quant à « l'ouverture » annoncée en même temps par Sarkozy, elle pourrait bien sûr diminuer le nombre de maroquins ministériels offerts immédiatement à ses fidèles, et même en froisser quelques-uns au passage. Mais elle leur promet en contrepartie, si l'opération réussit, un nombre élevé de députés grâce à une « majorité présidentielle » réduisant le centre et la gauche à une place marginale.

Les entrevues avec les responsables syndicaux procèdent de la même tactique. Sarkozy assume lui-même les tâches habituellement dévolues au Premier ministre, avant même d'en avoir nommé un. Après avoir énoncé un programme d'attaques antiouvrières, et s'être fait élire largement, il se donne une apparence « d'ouverture » en en parlant tranquillement avec ceux dont on attendrait qu'ils le combattent.

Ce simulacre « d'ouver-

ture », ces discussions, ce renforcement du rôle présidentiel sont aussi une tentative de changer la forme de la politique. Mais le fond annoncé est dans la continuité de la politique du gouvernement précédent, auquel Sarkozy appartenait, et même de celle suivie par tous les gouvernements depuis des décennies. Le grand patronat attend que l'on augmente encore la part des richesses produites qui lui revient, au détriment de celle qui échoit aux travailleurs. On connaît les moyens de cette politique : suppressions d'emplois, blocage et même baisse des salaires, précarité, baisse des pensions de retraite et départ reculé, baisse des dépenses pour les services publics, diminution des impôts des riches, augmentation des taxes frappant les consommateurs, etc.

S'il le peut Sarkozy mettra cette politique en œuvre par « consentement mutuel », ne serait-ce que celui de ceux qui acceptent d'entrer dans son jeu. S'il ne le peut pas, il reviendra à l'arrogance et à la brutalité de ses discours électoraux. De toute façon, il cherchera à appliquer ce programme parce que c'est celui que souhaite le grand patronat. Mais, finalement, les résultats de cette politique dépendront moins des choix politiques de Sarkozy et des alliés qu'il arrivera à trouver ou à acheter, que des luttes que mènera la classe ouvrière pour s'opposer à ses attaques.

Paul GALOIS

• Bolloré, son yacht et ses amis

Et voguent les affaires !

Bolloré « n'a jamais eu aucune relation commerciale avec l'État français ». Ce communiqué du groupe était, bien sûr, destiné faire taire les mauvaises langues, après l'escapade maltaise du nouvellement élu chef de l'État, à bord du jet privé puis du yacht de Vincent Bolloré. Apparemment, le coup n'est pas une réussite car, même asséné avec l'aplomb que confère la fortune de Vincent Bolloré (une des 500 premières du monde), un mensonge reste un mensonge.

En effet, qu'un groupe présent dans le transport, la logistique, la distribution d'énergie, l'industrie, les médias, le cinéma, la publicité, la finance, etc., fasse 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires sans que l'État y soit pour quelque chose serait tout simplement impossible. Surtout quand son activité s'étend tant en France qu'à l'étranger, notamment en Afrique.

Ainsi, le ministère des Affaires étrangères vient de lui attribuer le marché du « traitement de la valise diplomatique fret » (par laquelle transite tout le matériel et toutes les marchandises entre la France et des centaines d'ambassades et de consulats dans le monde). Peu avant, le ministère de la Défense lui avait confié un marché « de transport de fret par voie aérienne ». Quant au géant de la publicité Havas et à l'institut de sondage CSA, parmi les principaux actionnaires desquels on trouve... Bolloré, ils multiplient bien évidemment les contrats commerciaux avec, entre autres, des entreprises publiques ou semi-publiques.

Et puis, l'aide de l'État à une telle multinationale ne passe pas seulement par des contrats en bonne et due forme. Ainsi, en Afrique, le groupe Bolloré possède des plantations et contrôle des ports en Côte-d'Ivoire, au Gabon, au Nigeria. La présence de troupes françaises sur place, et leur intervention au besoin, ainsi que les liens des gouvernants français avec les régimes locaux sont des ingrédients de poids dans le chiffre d'affaires de Bolloré et de ses pareils !

Alors, prêter son yacht au



nouveau président, cela peut faire quelques petites vagues, probablement vite oubliées, mais cela ne peut pas faire de mal aux affaires.

Pierre LAFFITTE

Une famille si accueillante

« Bolloré explique ses relations avec Sarkozy », a titré *Aujourd'hui-Le Parisien* du 11 mai sur deux pleines pages. Dans une interview, Vincent Bolloré, PDG du groupe et héritier d'une lignée d'industriels, met sur le compte de la « tradition d'accueil » de sa famille le fait qu'il ait prêté son jet et son yacht à Sarkozy. Et de donner en exemple le fait qu'en septembre 1947, ses parents avaient accueilli Léon Blum (qui fut président du Conseil socialiste en 1936, 1938 et encore au début de

l'année 1947, ce que Bolloré omet de rappeler), puis le futur roi du Maroc Mohammed V, et plus récemment encore Georges Pompidou, notamment quand il était Premier ministre, puis président de la République.

Sarkozy n'est donc pas une exception pour cette famille où « tradition d'accueil » ne rime pas avec SDF, mais avec sens des affaires.

P.L.

• Le patrimoine de Sarkozy

Coquet, sans compter ses bons amis...

Comme la loi l'impose, le patrimoine déclaré du nouveau président Sarkozy vient d'être rendu public. Il s'élève officiellement à deux millions et demi d'euros. C'est coquet et bien au-delà de ce que la grande majorité de la population pourra jamais accumuler au cours d'une vie de travail, même en se levant tôt chaque matin pour gagner sa vie ; mais cela n'a rien d'exceptionnel.

L'essentiel consiste en des placements de « bon père de famille ». Sarkozy ne possède plus de bien immobilier depuis

qu'il a vendu l'an passé son duplex de Neuilly devenu quelque peu encombrant pour son image, puisqu'il aurait bénéficié d'un rabais et de travaux gratuits lors de son achat en 1997. Il avait bien promis il y a quelques mois de s'expliquer là-dessus, mais les papiers justificatifs qui devaient le disculper sont restés malencontreusement enfouis dans un fatras entreposé chez un garde-meuble. Vraiment pas de chance... ou trop de chance ! Et maintenant, l'immunité du chef de l'État liée à sa fonction lui

permet de n'avoir plus aucun souci à se faire de ce côté-là.

Donc, dans le palmarès des grandes fortunes du pays, celle déclarée par le nouveau président reste modeste. Mais pourquoi aurait-il besoin d'une fortune personnelle florissante ? Il le clame à tous les vents, il a toute une bande d'amis sincères, fidèles, dévoués et très riches. À quoi bon des liquidités, quand on fréquente Martin Bouygues, Bernard Arnault, Vincent Bolloré, tous grands noms de l'industrie et de la finance du pays.

Michel ROCCO

• Élections législatives du 10 juin

Plus de 560 candidates et candidats de Lutte Ouvrière

Le 10 juin prochain, au premier tour des élections législatives, Lutte Ouvrière présentera plus de 560 candidates et candidats : en France métropolitaine, en Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion. Dans pratiquement toutes les circonscriptions, les idées que nous défendons seront donc représentées.

Quelle que soit la composition de l'Assemblée qui sortira de ces élections, la population laborieuse ne pourra pas faire l'économie de luttes importantes et résolues pour se défendre. Le patronat, qui n'a pas changé, et le pseudo « nouveau » gouvernement ne laisseront pas d'autre choix aux travailleurs.

Sarkozy gouvernera, évidemment, au profit des plus riches et, pour cela, il va chercher à imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs. Salaires, conditions de travail, retraites, Sécurité sociale, services publics... dans

tous les domaines, la bourgeoisie attend de Sarkozy qu'il impose de nouveaux reculs à la population laborieuse. Tout comme elle l'aurait exigé et obtenu en grande partie de Ségolène Royal, si elle avait été élue.

Les élections peuvent modifier une majorité parlementaire, voire la composition d'un gouvernement, mais elles n'affectent en rien le pouvoir du grand patronat sur la vie économique du pays et sur l'existence de celles et ceux qui y vivent.

Ministres, présidents, députés peuvent changer, il reste la volonté du grand patronat d'aggraver le sort des classes populaires pour accroître la richesse d'une minorité de possédants.

Ce qui peut mettre cette volonté en échec n'est pas qu'il y ait un peu plus ou un peu moins de députés de tel ou tel parti. La seule chose que pourraient faire des députés qui se voudraient vraiment au service des travailleurs, ce serait de se servir du

Parlement comme d'une tribune. Mais c'est la détermination des travailleurs à ne pas se laisser faire, leur conscience que seule leur lutte collective permettra d'améliorer leur sort, ou même simplement d'éviter de nouveaux reculs, qui sera déterminant.

Le patronat et les gouvernants ne connaissent que les rapports de forces. Pour stopper leur offensive, il faudra, sous Sarkozy comme il l'aurait fallu sous Ségolène Royal, que les travailleurs ne baissent pas les bras, ne se laissent pas démoraliser par sa présence à la présidence, et reprennent le chemin des luttes pour imposer leurs exigences.

Il n'y a pas d'autre voie ! Les objectifs que doit se fixer le monde du travail, les candidats de Lutte Ouvrière seront dans ces élections pour les défendre aux yeux de tous les salariés.

Il faut en effet comprendre qu'il ne faut pas attendre les licenciements, les fermetures d'entreprises

ou la baisse du niveau de vie pour se défendre, sans succès, les uns après les autres.

Nous sommes, ouvriers, employés, infirmières, enseignants et quels que soient notre emploi, notre catégorie professionnelle ou même notre salaire, une même classe sociale, celle des travailleurs salariés. Et c'est unis que nous devons prendre l'offensive contre les patrons au lieu d'attendre d'être attaqués

isolément.

C'est pour convaincre de tout cela le maximum de travailleurs que le millier et plus de candidates, de candidats, de suppléantes et de suppléants de Lutte Ouvrière se présentent aux élections dans tout le pays, avec le soutien de tous les militants de notre parti et, nous l'espérons, avec celui du maximum d'électrices et d'électeurs du monde du travail.

• Les dirigeants du PS s'affrontent...

Mais pas sur la politique qui les a fait perdre

Il faut croire que les dirigeants du PS n'attendent absolument rien de bon des prochaines élections législatives pour que, sans même attendre celles-ci, le 17 juin prochain, ils s'entre-déchirent publiquement. Lorsque Royal, Hollande, Strauss-Kahn, leurs alliés respectifs et quelques autres, parlent de « préparer l'avenir », cela veut dire mettre leur clan respectif en position de contrôler l'appareil du PS afin de postuler à la candidature pour la prochaine échéance de... 2012.

Hollande parle de « refonder un grand parti de la gauche », Strauss-Kahn répond que c'est lui, Hollande, qui est « le principal responsable » de l'échec du PS. Royal annonce qu'il faut tout de suite désigner... la candidate des présidentielles de 2012, tandis que Fabius déplore un « spectacle désolant ». Aucun ne remet en cause la politique qu'ils ont menée d'abord ensemble au gouvernement et qu'ils se proposaient de mener de nouveau lors des dernières élections.

Leur fonds commun politique vient d'ailleurs de se trouver résumé dans le programme du PS pour les élections législatives,

que le PS ose présenter comme « des réponses de gauche face à la droite ». Celui-ci ne comporte rien de nouveau par rapport au « pacte présidentiel » de Ségolène Royal, ou encore au programme précédent du PS. En dehors du verbiage reprenant régulièrement le mot « juste », sur le fond on n'y trouve rien sur la défense des intérêts vitaux du monde du travail face au patronat. Certes, au slogan provocateur de Sarkozy et de l'UMP, « travailler plus pour gagner plus », le PS oppose un « travailler mieux et travailler tous ». Mais aucune mesure précise ne vient l'appuyer.

Tous les dirigeants du Parti Socialiste savent que la fuite d'une partie de leur électorat vers la droite vient pour une part du désarroi des milieux populaires, à qui la politique menée par ces mêmes socialistes pendant les cinq ans de gouvernement de la gauche plurielle de 1997 à 2002 n'a offert aucune perspective.

Et ce ne sont pas les déclarations de Rocard avant le premier tour des présidentielles, proposant l'alliance avec Bayrou, ou celles de Strauss-Kahn réclamant, lui, d'approfondir le cours « social-démocrate » du PS, qui pouvaient répondre à ce désarroi.

• Le programme du PS

Endormir pour ne rien dire !

C'est presque en catimini que le PS a présenté lundi 14 mai son programme pour les législatives des 10 et 17 juin prochains. Il faut dire que ce pensum de 305 pages n'est vraiment pas destiné à servir dans la prochaine campagne électorale.

L'accumulation des pages semble même destinée à dissuader quiconque de les lire, et ainsi cacher l'absence de

contenu. C'est en gros la copie conforme du « pacte présidentiel » de la candidate du PS.

Ainsi, après vingt pages de vagues considérations sur l'emploi, sur la nécessité d'aider financièrement les entreprises, de « respecter les travailleurs et les employeurs », on découvre enfin un problème brûlant : « Augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs ». Mais celui qui brûle de

trouver une réponse est immédiatement déçu par le renvoi suivant : « Voir à cet égard l'ensemble des mesures (lesquelles ?) qui permettent d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, notamment, le chapitre consacré à la fiscalité. »

Qui dira après que le PS ne s'adresse pas aux travailleurs en se payant franchement leur tête.

P.S.

Réunions publiques de soutien aux candidats de Lutte Ouvrière

MOULINS

Avec Christophe DARMANGEAT
candidat dans la 1ère circonscription de l'Allier
vendredi 1^{er} juin 2007
à 20 h 30
Salle du Colisée

BESANÇON

Avec Nicole FRIESS et Brigitte VUITTON
mardi 5 juin
à 19 heures
Centre 1901, rue du Polygone

FOURMIES

Avec Marie-Claude RONDEAUX, Martine DUPONT et Jean-Charles Cournut
mercredi 6 juin
à 18 heures
Maison des associations (à côté de la mairie)

LYON

Avec Nathalie ARTHAUD
porte-parole régionale
lundi 4 juin 2007
à 20 heures
Mairie du 3^e arrondissement
Métro Place-Guichard

PARIS

Avec Arlette LAGUILLER

mardi 5 juin
à 20 h 30
Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris V^e
Métro Maubert-Mutualité

roi. Hier au gouvernement et aujourd'hui dans l'opposition, le PS et ses alliés n'ont jamais mis en avant de mesures capables de s'en prendre au chômage de masse et de garantir le revenu des classes populaires. Car le PS sait que sa mission, comme celle

de tous les partis de gouvernement, est de mettre en œuvre la politique dictée par le grand patronat. Sur ce terrain, en tant que parti qui se veut responsable à l'égard des possédants, il n'a pas d'alternative, même si cela doit se traduire pour lui par une longue période de confinement dans l'opposition.

Le seul espoir du PS est que le souvenir de sa propre politique s'estompe avec le temps et que les électeurs, dégoûtés par la droite, lui confient à nouveau les rênes du pouvoir... le temps qu'il se reconsidère à nouveau. Ce jeu d'alternance entre droite et gauche s'étant répété dernièrement, dans la dernière période le « Tout sauf Sarkozy » tenait lieu de programme au PS. Le résultat des présidentielles montre que cela n'a pas suffi, et rien ne garantit que cela marchera mieux la prochaine fois.

Paul SOREL

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Le gouvernement Sarkozy pratique l'immigration choisie !

Le départ de Jacques Chirac passe au second plan derrière l'arrivée tapageuse de son successeur. On a eu la « pause » de Sarkozy sur le yacht de l'ami friqué. On a maintenant le défilé dans ses salons de personnalités politiques et syndicales, de gauche comme de droite.

Sarkozy veut donc faire monter à bord, dans son futur gouvernement, des personnalités de gauche. Bernard Kouchner se verrait déjà ministre des Affaires étrangères. Hubert Védrine hésiterait. Anne Lauvergeon, mitterrandiste et PDG d'Areva pèserait le pour (la digne fonction) et le contre (un salaire bien inférieur aux 600 000 euros brut qu'elle aurait perçus en 2006). Claude Allègre hante les lieux aussi. Quant à Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse, il attendrait un coup de fil ! Tandis que Patrick Devedjian, un fidèle de Sarkozy, implore ironiquement l'ouverture gouvernementale jusqu'aux sarkozystes. Dont lui évidemment !

Au Parti socialiste, ça grince des dents. On dénonce l'opération destinée à faire perdre des voix à la gauche aux législatives. Mais il ne s'agit pas que de péripéties politiciennes dénotant l'avidité d'aucuns à « aller à la soupe ». Ce coup de Sarkozy montre surtout l'interchangeabilité des hommes politiques et de leurs programmes. Rien d'un scoop d'ailleurs. L'ouverture du PS sur sa droite a marqué toute la campagne de Royal. Devenir un parti du centre. À l'instar de Blair en Grande-Bretagne. Depuis la défaite électorale, les partisans de cette voie ont même haussé le ton. Strauss-Kahn reproche à Royal de n'être pas allée assez loin dans ce sens. Hollande, lui, prône une nouvelle formation qui jetterait aux orties l'étiquette socialiste. Cap sur l'ouverture mais le gros du peloton a été doublé par ceux qui ont fait l'échappée ! Même le choix des Verts de se présenter largement aux législatives sans accord avec le PS, s'inscrit dans la perspective de n'avoir aucun fil à la patte à l'égard de ce dernier, pour ménager d'autres alliances.

Mais quoi d'étonnant quand gauche et droite ont le même programme, la même ambition de défendre les intérêts des possédants ? Sarkozy ne propose rien d'autre que de poursuivre la politique du gouvernement dont il sort, qui poursuivait la politique des gouvernements socialistes précédents, sur une ligne à la Tony Blair vantée dans la campagne présidentielle autant par lui que par Royal.

Du côté syndical, Sarkozy veut tester la volonté de résistance des leaders

faible ! Ils ont répondu illico à l'invitation sans même y affirmer les revendications de salaire et d'emploi du monde du travail. Chère pour la CFDT s'est dit d'accord sur l'essentiel avec Sarkozy : « Il faut qu'on privilégie le dialogue, l'écoute, qu'il y ait le moins de grèves possibles, comme nous avons su le faire avec une belle démonstration, par exemple à la RATP » (allusion à l'accord anti-grève passé grâce à la CFDT dans le secteur il y a quelques années). Mais Thibault de la CGT n'a guère paru plus ambitieux ni ferme. Lui aussi s'est félicité de « la volonté d'écoute », de « l'assurance reçue qu'il n'y aurait pas de mesure unilatérale de prise ». La bonne blague, puisque Sarkozy se flatte précisément, au seul moyen d'un enrobage de façade, d'obtenir un feu vert des directions syndicales à ses attaques ! Contre le droit de grève dans les services publics qui devrait être remis en cause cet été. Contre la durée du travail en encourageant les patrons à recourir aux heures supplémentaires par un coup de pouce financier. Contre les retraites, en commençant par supprimer les « régimes spéciaux ». Contre l'emploi et le Code du travail en liquidant à terme les CDI.

La collusion avec des chefs syndicalistes ne serait pas une première. Rappelons-nous la belle entente, en 1995, entre la CFDT et le premier ministre Juppé du nouveau président Chirac. Rappelons-nous plus récemment l'accord de Bernard Thibault à la réforme des retraites d'EDF, décidée en vue de la privatisation de l'entreprise. Mais selon que les travailleurs ont réagi (dans le premier cas par une grève générale des cheminots et derrière eux des services publics) ou se sont contentés d'exprimer leur désaccord dans un « référendum » sur le statut, ils ont gagné ou perdu. Les travailleurs n'auront rien sans luttes.

Il est donc nécessaire de s'y apprêter. Pas seulement en disant qu'un jour, la classe ouvrière réagira. Certes. Mais dès aujourd'hui, Sarkozy et les milieux patronaux affûtent leurs couteaux. Dès aujourd'hui donc, les travailleurs et militants conscients doivent préparer la riposte, tisser les liens et entamer les actions nécessaires, dans les entreprises et les quartiers. Les militants d'extrême gauche peuvent et doivent conjuguer leurs forces à les y aider.

Michelle VERDIER

Convergences Révolutionnaires n° 51 (mai-juin 2007)

Bimestriel publié par la Fraction

Articles : Les élections présidentielles : le « diable » est élu, le combat continue – Gauche et extrême gauche à l'épreuve des urnes – Grèves, luttes et mobilisations : Citroën-Aulnay : les 300 euros mensuels à l'ordre du jour – TSI-Advantys : les travailleurs du nettoyage face à la SNCF briseuse de grève – Arsenal de Cherbourg : les résistances à la privatisation – Sans-papiers : quand toute une commune refuse les expulsions – Belgique : lois antiterroristes contre militants politiques.

Dossier : L'INDE : nouveau « miracle » de l'économie capitaliste ?

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18

ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19

Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

• Liberté de la presse

À la botte de Lagardère

Le directeur du *Journal du Dimanche* a refusé la publication d'un article révélant que Cécilia Sarkozy n'avait pas voté au deuxième tour.

Il affirme avoir « beaucoup réfléchi » avant de prendre cette décision, mais le fait que le propriétaire du *Journal du Dimanche* soit Arnaud Lagardère, grand ami de Sarkozy, a tout de même dû peser dans sa réflexion. D'autant plus que, l'an passé, Lagardère avait fait évincer le directeur de *Match*, une autre publication de son groupe, coupable d'avoir laissé publier une photo de Cécilia posant quelque problème à Nicolas.

L'information sur cette remarquable abstention est quand même passée, en se grossissant du même coup d'une polémique sur la liberté de la presse. Car non seulement les principaux médias font partie des plus gros groupes capitalistes (Lagardère, Dassault, Bouygues, Bolloré) mais les patrons de ces groupes sont des amis de Sarkozy. Il y a donc une tendance « naturelle » à ne pas passer les informations désagréables au nouveau président de la République. D'une part, Sarkozy et son entourage savent à qui il faut téléphoner. D'autre part, et surtout, les directeurs de ces journaux, radios et télévisions savent de quel côté leur tartine est beurrée. La vérité leur est chère, mais

leur emploi leur est plus cher encore.

Pourtant tout cela ne reste qu'anecdotique. Lorsqu'il s'agit des frasques électorales ou matrimoniales des Sarkozys, cela finit quand même par se savoir et parfois la tentative de censure ne fait que monter en épingle un épisode dérisoire ou privé. Certains journaux peuvent alors à bon compte faire profession d'indépendance, d'irrévérence ou de principes moraux, c'est selon. Cela permet de rompre l'uniformité médiatique... en surface du moins.

Car pour le reste, la convergence est remarquable dans les médias qui « font l'opinion », ou du moins qui voudraient la faire : pour les entreprises augmenter les salaires serait aller à la ruine, les licenciements seraient une douloureuse nécessité, les profits constitueraient une bénédiction, le capitalisme ce que l'humanité aurait inventé de mieux. Pour cela nul besoin de censure ni même de conseils. Aux mains des grands groupes capitalistes, la grande presse en défend les choix tout aussi naturellement que chantent les oiseaux en cage.

Paul GALOIS



La matraque judiciaire

À la suite des manifestations anti-Sarkozy au soir du second tour le 6 mai, les condamnations commencent à pleuvoir très lourdement sur les personnes interpellées.

Utilisant la procédure de « comparution immédiate », qui permet de juger un prévenu 48 heures après son arrestation, les tribunaux ont distribué des peines de plusieurs mois de prison ferme à des dizaines de manifestants.

À Rennes, deux jeunes ont écopé de deux et trois mois ferme. À Lyon, quatre personnes jugées pour violence et dégradations ont « pris », pour deux d'entre elles, six et trois mois ferme, les deux autres étant condamnées à 120 heures de travaux d'intérêt général. À Charleville-Mézières, deux manifestants ont été condamnés à six et quatre mois de prison ferme pour « outrage à policiers » et jets de pierre. À Paris pour le même motif, deux jeunes ont eu quatre mois de prison ferme. À Bordeaux avec des

condamnations de quatre à six mois ferme, les juges sont même allés au-delà des peines demandées par le ministère public. À Béziers, un jeune a pris quatre mois ferme pour avoir... mis le feu à des poubelles. Et la liste risque encore de s'allonger car il y a eu 592 interpellations dans la nuit du dimanche 6 mai et encore 160 le lendemain soir.

Les juges frappent dur, soutenus bien sûr par le ministre de l'Intérieur, Baroin, qui a dénoncé une « situation peu acceptable » et a apporté son soutien à ses CRS dont il a loué le « professionnalisme », démentant même toute violence policière.

Le 6 mai, au soir de sa victoire, Sarkozy appelait à « réhabiliter l'autorité ». Policiers et juges n'ont même pas besoin de ses consignes pour manier le bâton.

Cédric DUVAL

26, 27 et 28 mai à Presles (Val-d'Oise)

Rendez-vous à la Fête de Lutte Ouvrière

Nous voilà à une semaine de notre Fête, qui sera, cette année encore, un grand rassemblement populaire. Pendant les trois jours du week-end de la Pentecôte, y compris ce lundi non travaillé que nos gouvernants ont voulu nous prendre, nous nous retrouverons avec tous nos amis et camarades pour participer à ce rendez-vous pas comme les autres, sous le signe de la fraternité et de la solidarité du monde du travail.

Nous souhaitons que tous ceux qui viennent pour la première fois découvrent

nos idées, nos camarades, notre envie de faire partager nos connaissances et notre envie de faire la fête. Et ce sera l'occasion de discuter de la situation politique d'aujourd'hui, marquée par le contexte électoral, mais aussi d'idées plus fondamentales qui nous rassemblent : l'aspiration à un monde débarrassé des frontières, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toutes les oppressions, de la xénophobie et du racisme. Car nous souhaitons que notre Fête soit aussi le rappel que les idéaux socialistes et communistes sont toujours vivaces.



AU GRAND PODIUM

SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI
<p>14 h ACAPULCO GOLD Ska reggae latino</p> 	<p>14 h RIT Chanson française acoustique sans tambour, ni trompette</p> 	<p>13 h 45 ALEXIS HK en solo Chanson française</p> 
<p>16 h 15 LA CANAILLE Rap</p> 	<p>16 h LES JOYEUX URBAINS Humour, swing et chansons</p> 	<p>16 h RADIO CORTEX par R.WAN LE CHANTEUR DE JAVA Électronique, ragga, hip-hop, musette, chanson</p> 
<p>20 h 45 DEBOUT SUR LE ZINC Chansons rock</p> 	<p>20 h 45 CLARIKA « Joker » Chansons mutines teintées d'humour</p> 	<p>La Fête sera ouverte le samedi 26 mai de 9 h à 23 h, puis sans interruption du dimanche 27 mai à 9 h jusqu'au lundi 28 mai à 20 h.</p>

Notre camarade
Arlette Laguiller
prendra la parole chaque jour
sur le grand podium
samedi à 17 heures
dimanche à 15 heures
lundi à 15 heures

Pour en savoir plus sur la Fête :
la programmation, les accès, les horaires...
fete.lutte-ouvriere.org

Au Fil de l'Arbre
Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien où ils devront se déplacer d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur. Echelles, ponts de singe, tyroliennes, filets, rien ne manque pour se faire peur en toute sécurité. Le parcours se fait sous la surveillance de moniteurs compétents.

Le Village médiéval
Dans ce village de toile on trouvera, tout droit venus du Moyen Âge, artisans, combattants, musiciens et cuisiniers. La troupe **Tempus Fugit** jouera deux pièces médiévales : *La Prodigieuse Ystoire du Chevalier de la Cailleterie* et *La Terrible Ystoire du Gibet de Montfaucon*, et présentera des machines de siège en fonctionnement. Le groupe **MODAL** jouera de la musique médiévale. **Olivier BOUZY**, historien, parlera de la « momie » de Jeanne d'Arc : pièges et canulars.

Dans les allées de la Fête : du spectacle en permanence !

Il y aura de nombreuses animations dans les allées de la Fête. Le **Cirque Uhler**, un cirque foldingue. Les **Tricoteuses d'histoire** qui conteront – à leur façon – les contes que l'on croyait déjà connaître. Les **Tous à toile** créeront avec le public des œuvres d'art vivantes. Plusieurs chœurs : **Ça dénote**, le **Chœur Eglantine** et un chœur italo-espagnol, chanteront des chansons populaires et engagées. Les **Blues non Stop**, les **Moonlight Swampers** et les **Gumbo Combo** déclineront différents types de blues, de rock acoustique et de rockabilly. Les

Country folk music limited interpréteront les chants traditionnels et folkloriques américains. Le groupe **Bonnet M** nous rappellera les tubes de la disco et de la variété française. Et bien d'autres encore feront des numéros de jonglage, joueront de la musique d'Europe de l'Est, de la musique africaine, interpréteront des chansons françaises des années 1930, de grands standards du jazz, des chansons russes et italiennes, etc. Le détail de ces animations sera dans le programme *Dans les allées de la Fête*, distribué sur place.

AU PETIT THÉÂTRE

SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI
<p>14 h NECTAR LA NUIT, chanson française</p> <p>15 h 30 LUTAUD, chanson à texte énergique et populaire</p> <p>17 h 45 ZEIT ZUM AUSTEHEN, (LE TEMPS DE S'INSURGER) chants du mouvement ouvrier allemand</p> <p>19 h 30 JEF SICARD TRIO avec F. LAIZEAU et</p>	<p>21 h 45 F. LECHALI open jazz</p> <p>DÉSERT ORANGE, rock multiculturel aux mélodies fouillées</p> <p>11 h 30 LA VIE SECRÈTE DE CARMEN, librement inspiré de l'opéra de Bizet</p> <p>13 h 15 GUZZLE BAND, jazz</p> <p>16 h PPFC, chansons festives</p> <p>18 h 30 BELTUNER, musique</p>	<p>21 h 30 manouche, musette, swing</p> <p>MIDNIGHT JOKERS, reprises rock années 70</p> <p>12 h CLAIRE LISE, auteur compositeur</p> <p>13 h 45 LA VIE SECRÈTE DE CARMEN, librement inspiré de l'opéra de Bizet</p> <p>15 h 45 LES FADA, chansons rock</p> <p>17 h 30 LA K-BINE, rap</p>

Tous les stan

- 1 Accueil des tout petits
- 2 Les ballons de la Fête (PSA La-Garenne)
- 3 Accueil (Renault Rueil-Lardy)

Allée de la Diane

- 4 Aux moules
- 5 Serpent à lumière
- 6 Mare aux canards
- 7 Les mots fléchés (La Poste Paris 17)
- 8 Bowling
- 9 Chorba, thé, gâteaux (PSA Aulnay/Saint Ouen)
- 10 Manège enfantin
- 11 La halle aux jeux du cèdre
- 12 Marionnettes
- 13 Mini golf
- 14 La halle aux jeux de la Diane
- 15 Accueil Nord
- 16 Podium de la Diane
- 17 À vos pinceaux
- 18 Quiches et tartes «LO-rraines»

Place du Grand Podium

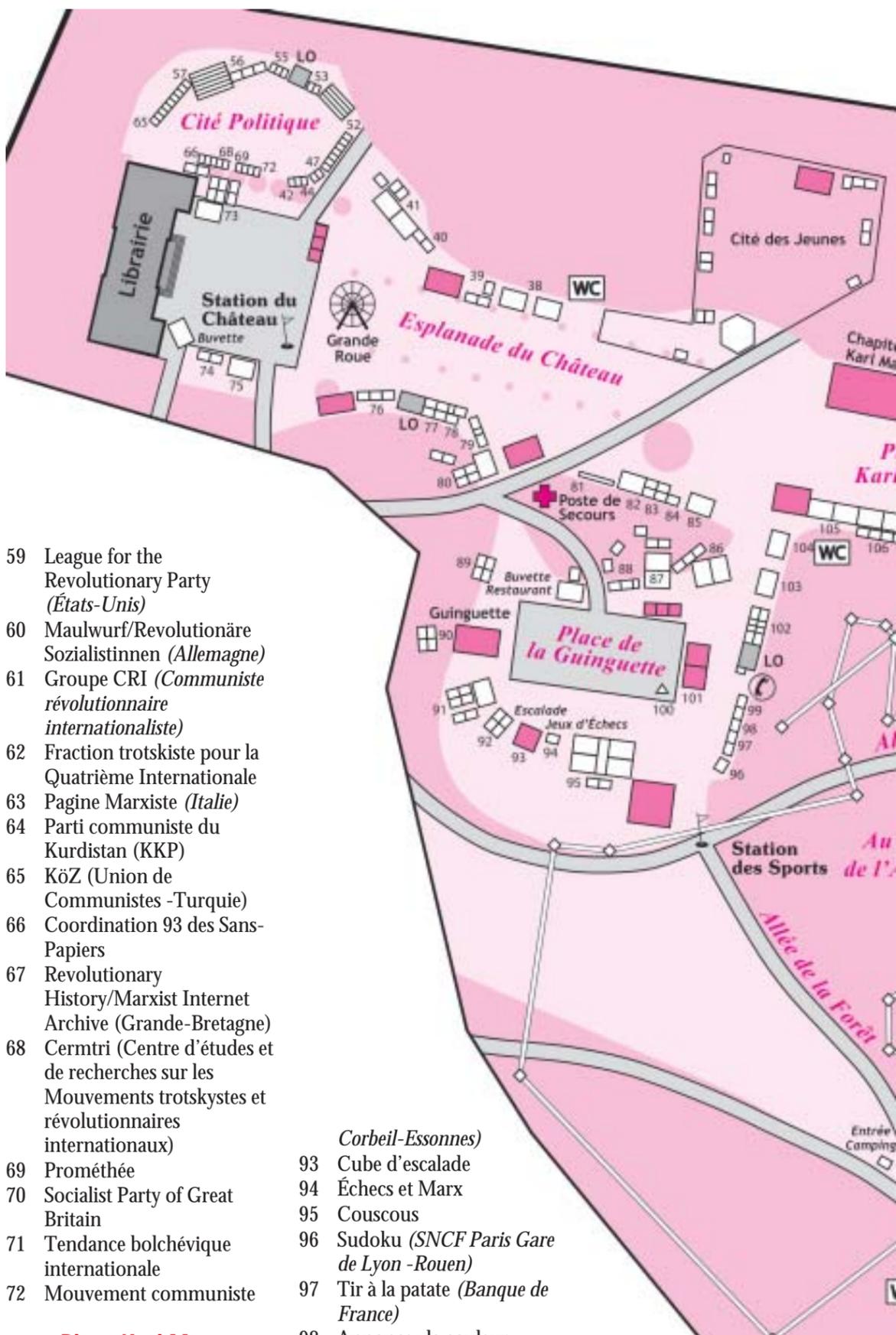
- 19 Disques
- 20 Arbalète
- 21 Accueil Alsace, Lorraine, Franche-Comté
- 22 Accueil Bourgogne
- 23 Petit kiosque à musique
- 24 Orienté-vous (Alcatel Vélizy)
- 25 Fondue jurassienne
- 26 À l'assiette de fromage
- 27 Aux mollets d'acier
- 28 Jus de fruit, milkshake
- 29 Barbe à papa
- 30 L'escargot
- 31 Crêpes canadiennes (Continental Compiègne)
- 32 Flammekueche (General Motors Strasbourg)
- 33 Gaufres de Liège et bières belges fruitées
- 34 Accueil Centre
- 35 Bonbons
- 36 Hareng de la Baltique et saumon fumé
- 37 L'enfer est pavé de bonnes citations
- 109 Fraternité à la menthe

Esplanade du Château

- 38 Maffé
- 39 UATCI (UCI Afrique)
- 40 Sinif Mücadelesi (UCI Turquie)
- 41 Café turc - Döner kebab
- 73 Breakfast, coffee, cakes
- 74 Lutte Ouvrière Hôpitaux
- 75 Brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne - Paris)
- 76 Lutte Ouvrière Renault Peugeot
- 77 Marmite haïtienne
- 78 La Voix des Travailleurs (OTR-UCI Haïti)
- 79 Combat Ouvrier (UCI Antilles)
- 80 Menus d'isles

Cité Politique

- 42 Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 43 Koxuz (Turquie)
- 44 OKDE (Organisation des communistes internationalistes de Grèce)
- 45 Bilan et Perspectives (BIPR)
- 46 AHME (Association des Haratine de Mauritanie en Europe)
- 47 CNT
- 48 Alternative libertaire
- 49 COSIMAPP (Comité de solidarité avec Mumia-Abu-Jamal et les prisonniers politiques aux États-Unis)
- 50 LIT (PdAC d'Italie et PRT-Ir d'Espagne)
- 52 AFRICA
- 53 L'Internazionale (Italie)
- 54 ARS Combat (Alternative révolutionnaire socialiste)
- 55 Gauche communiste du PCF
- 56 Ligue Communiste Révolutionnaire
- 57 Red Dawn Working Group (Suède)
- 58 Coordination pour la Refondation de la Quatrième Internationale



- 59 League for the Revolutionary Party (États-Unis)
- 60 Maulwurf/Revolutionäre Sozialistinnen (Allemagne)
- 61 Groupe CRI (Communiste révolutionnaire internationaliste)
- 62 Fraction trotskiste pour la Quatrième Internationale
- 63 Pagine Marxiste (Italie)
- 64 Parti communiste du Kurdistan (KKP)
- 65 KöZ (Union de Communistes -Turquie)
- 66 Coordination 93 des Sans-Papiers
- 67 Revolutionary History/Marxist Internet Archive (Grande-Bretagne)
- 68 Cermtri (Centre d'études et de recherches sur les Mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux)
- 69 Prométhée
- 70 Socialist Party of Great Britain
- 71 Tendance bolchévique internationale
- 72 Mouvement communiste

Place Karl Marx

- 81 Tag libre
- 82 Accueil Le Mans, Chartres
- 83 Ciné zapping
- 84 Billard électrique
- 85 Sardines grillées
- 105 Pizza, aïoli
- 106 Accueil Sud-Est
- 107 Dolina (Solystic)
- 108 Choucroute de la Puszt (CHU de Rouen)
- Place de la Guinguette
- 86 Salle des fêtes (sports, forums, musique, etc.)
- 87 Indoustand (RATP)
- 88 Ile de la Réunion
- 89 Seiche and douillettes (Sneema Gennevilliers)
- 90 Guinguette
- 91 Café, délices de la Guinguette (CAF-SNCF)
- 92 Mêlez-vous de nos salades (Sneema Corbeil et ville de

- Corbeil-Essonnes)
- 93 Cube d'escalade
- 94 Échecs et Marx
- 95 Couscous
- 96 Sudoku (SNCF Paris Gare de Lyon -Rouen)
- 97 Tir à la patate (Banque de France)
- 98 Annoncez la couleur (RATP)
- 99 Cartes postales (EdF-GdF)
- 100 Trampoline
- 101 Barbouille
- 102 La coupe est pleine (Aérospatiale Reims)
- 103 Accueil Champagne-Ardenne (La Faïencerie Vitry le François)
- 104 La truffade - soupe thaï (Renault Rueil Lardy)

Allée de la Libération des Femmes

- 110 Jambon du Morvan
- 111 Fléchettes
- 112 Brico'Lo
- 113 Le monde à la carte (Delphi)
- 114 Mettez-vous au parfum (Chaffoteaux)
- 115 Accueil Tours, Angers,

Les débats politiques

Notre Fête est une fête politique, qui affirme ses idéaux communistes et internationalistes. Alors, pour ceux qui le souhaitent, c'est l'occasion d'échanger des idées, de rencontrer des militants de Lutte Ouvrière et de notre courant, l'UCI, venus d'autres pays. C'est aussi l'occasion de rencontrer des militants d'autres organisations, de France ou d'autres pays qui ne partagent pas forcément l'ensemble de nos convictions. Ce rassemblement est l'occasion pour chacun de discuter et de confronter ses idées avec celles des autres groupes.

De nombreux débats seront présentés par des militants de Lutte Ouvrière ou par des militants d'autres groupes présents à la Fête.

Dimanche 18 heures à la Cité politique, débat Lutte Ouvrière - Ligue Communiste Révolutionnaire : La situation politique après l'élection de Sarkozy

En outre, plusieurs débats, animés par nos camarades d'entreprise, des hôpitaux, des sites Alcatel, des usines Peugeot-Citroën ou de la Sécurité sociale, sont prévus pendant toute la Fête. Les lieux, les horaires et les sujets de tous ces forums et débats seront disponibles à la Fête.

Camping or not camping

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la Fête, et le camping sauvage est interdit.

Nous avons prévu un emplacement à l'intérieur de la Fête mais attention : nous ne pouvons offrir qu'un nombre de places très limité, et des conditions de confort très précaires. Dans la mesure du possible, nous souhaitons réserver ces places à ceux qui viennent de loin.

ds de la Fête

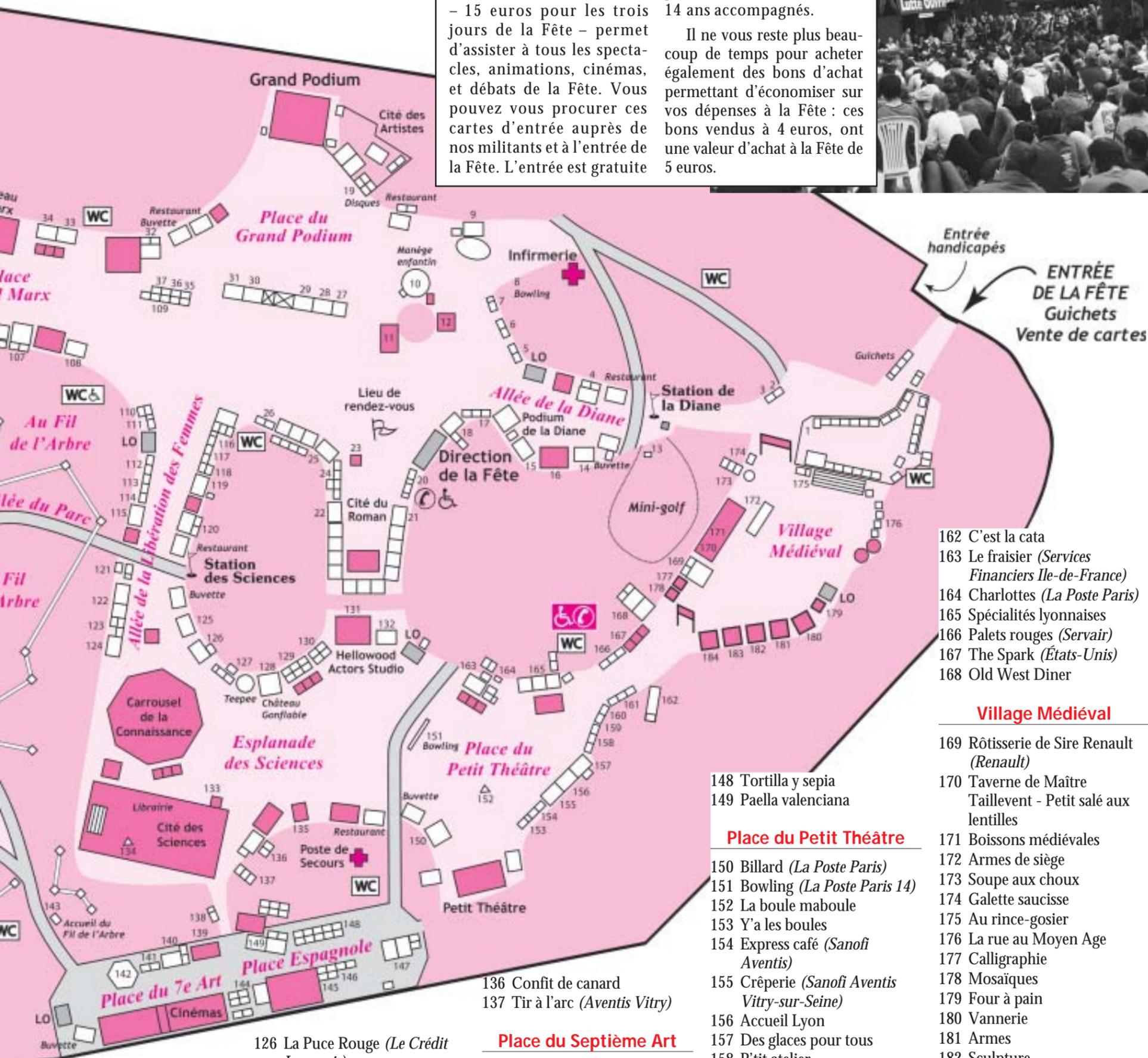


Et la carte d'entrée ?

La carte d'entrée pour les enfants de moins de 15 euros pour les trois jours de la Fête - permet d'assister à tous les spectacles, animations, cinémas, et débats de la Fête. Vous pouvez vous procurer ces cartes d'entrée auprès de nos militants et à l'entrée de la Fête. L'entrée est gratuite

pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Il ne vous reste plus beaucoup de temps pour acheter également des bons d'achat permettant d'économiser sur vos dépenses à la Fête : ces bons vendus à 4 euros, ont une valeur d'achat à la Fête de 5 euros.



- 162 C'est la cata
- 163 Le fraisier (*Services Financiers Ile-de-France*)
- 164 Charlottes (*La Poste Paris*)
- 165 Spécialités lyonnaises
- 166 Palets rouges (*Servair*)
- 167 The Spark (*États-Unis*)
- 168 Old West Diner

Village Médiéval

- 169 Rôtisserie de Sire Renault (*Renault*)
- 170 Taverne de Maître Taillevent - Petit salé aux lentilles
- 171 Boissons médiévales
- 172 Armes de siège
- 173 Soupe aux choux
- 174 Galette saucisse
- 175 Au rince-gosier
- 176 La rue au Moyen Age
- 177 Calligraphie
- 178 Mosaïques
- 179 Four à pain
- 180 Vannerie
- 181 Armes
- 182 Sculpture
- 183 Forge ancienne
- 184 Forge (*Sneema Gennevilliers*)

Place du Petit Théâtre

- 148 Tortilla y sepia
- 149 Paella valenciana
- 150 Billard (*La Poste Paris*)
- 151 Bowling (*La Poste Paris 14*)
- 152 La boule maboule
- 153 Y'a les boules
- 154 Express café (*Sanofi Aventis*)
- 155 Crêperie (*Sanofi Aventis Vitry-sur-Seine*)
- 156 Accueil Lyon
- 157 Des glaces pour tous
- 158 P'tit atelier
- 159 Artisanat des Gones
- 160 Accueil Clermont-Ferrand
- 161 Fromages d'Auvergne

- 136 Confit de canard
- 137 Tir à l'arc (*Aventis Vitry*)

Place du Septième Art

- 138 Tabac
- 139 Le palet des jeux
- 140 Accueil Toulouse, Bordeaux, Perpignan, Angoulême
- 141 L'entracte
- 142 Ciné-débat
- 143 Accueil pour le Fil de l'arbre

Place Espagnole

- 144 Crêperie bretonne
- 145 L'huître ouvrière (*Hôpital Pontchaillou Rennes*)
- 146 Tapas y sangria (*Carnaud Laon*)
- 147 Churros y chocolate (*Air France Le Bourget*)

- 126 La Puce Rouge (*Le Crédit Lyonnais*)
- 127 Tepee et minéraux

Esplanade des Sciences

- Poitiers, Cholet
- 116 Dolce Vita
- 117 Grain de folie (*Hôpitaux/Chèques Postaux Limoges*)
- 118 Le frondeur du Poitou (*Fonderies du Poitou*)
- 119 Salades gourmandes
- 120 Gaufres de Picardie
- 121 Tir à plomb (*Chantiers de l'Atlantique*)
- 122 Accueil Bretagne-Normandie
- 123 Tea break
- 124 Workers' Fight (UCI Grande-Bretagne)
- 125 Brochettes grecques (*Air France*)
- 128 Château gonflable
- 129 Coquilles Saint-Jacques et tarte normandes (*Arsenal de Cherbourg*)
- 130 À la bonne tripe (*Hôpital Besançon*)
- 131 Hellowood Actor's Studio
- 132 Brick à l'œuf
- 133 Envoyez votre photo-souvenir de la Fête par e-mail
- 134 Cafétéria du chapiteau scientifique
- 135 Le Karaoké

Pour les enfants... tout est prévu !

Les bébés (au-dessus de trois mois) peuvent être accueillis à la garderie, où des camarades attentifs s'occupent d'eux. Par ailleurs, une installation à langer est à la disposition des parents en libre service.

S'ils sont un peu plus grands, ils peuvent aller se divertir à la Cité des Jeunes, où de nombreuses activités leur sont offertes : maquillage, jeux, dessins animés... Il s'avère parfois difficile de les convaincre d'en sortir pour retourner à la maison !

À la Cité des Sciences

Des forums avec nos invités

samedi

14 h : **Henri VANDAMME** : physicien, professeur à l'École Supérieure de Physique et Chimie Industrielle (ESPCI) : « Les nanotechnologies : des technologies à l'échelle des molécules. Promesses et inquiétudes » (vidéo-projection)

15 h 30 : **Roland LEHOUCQ**, astrophysicien au CEA, auteur de *Faire de la science avec Star Wars et SF, la science mène l'enquête* : « Super les héros ! Superman, Spiderman, Hulk... peut-on comprendre leurs exploits avec les connaissances scientifiques actuelles ? » (vidéo-projection)

18 h : **Pilar VERDONCQ**, professionnelle de santé : « Les greffes d'organes et la nécessité du don d'organe »

19 h 30 : **Isabelle SOURBES-VERGER**, chercheur CNRS : « 50 ans d'exploration spatiale : quelles avancées pour la science ? » (vidéo-projection)

dimanche

12 h : **Frank CEZILLY**, professeur d'écologie évolutive (Université de Bourgogne-Dijon) : « Existe-t-il des espèces monogames ? Stratégies de reproduction et organisation

des sociétés animales » (vidéo-projection)

13 h 30 : **Pascal CHARBONNAT**, philosophe enseignant, auteur de *Histoire des philosophies matérialistes*, **Guillaume LECOINTRE**, chercheur au Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris, et **Marc SILBERSTEIN**, directeur de la collection « Matériologiques » aux Éditions Syllepse, sur le thème : « L'émancipation des sciences au XVIII^e siècle face à l'Église et l'actualité du matérialisme en science »

16 h : **Pierre-Yves OUDEYER**, chercheur en sciences de la cognition et en robotique chez Sony CSL, travaillant à la mise au point de robots interactifs : « Un robot peut-il être curieux ? » (vidéo-projection)

17 h 30 : **Nicolas PRANTZOS**, astrophysicien : « Exploration du cosmos : le futur de l'humanité dans l'espace » (vidéo-projection)

19 h : **Didier PELAPRAT**, chercheur à l'INSERM : « Le métier de chercheur : l'exemple d'une équipe de recherche sur le cancer » (vidéo-projection)

lundi

11 h 30 : **Vincent LAGET**, membre du Cercle Zétélique, association débusquant les fausses sciences : « Quelques paradoxes, phénomènes prétendument extraordinaires ou paranormaux et... fragilité des témoignages humains »

13 h 30 : **Jean-Marc PÉTIL-LON**, archéologue en préhistoire : « Les chasseurs de la préhistoire, il y a 15 000 à 20 000 ans » (vidéo-projection)

16 h : **Marc PESCHANSKI**, directeur de recherche INSERM : « Gènes, protéines, cellules : la biologie au service de la médecine » (vidéo-projection)

Le Carrousel de la connaissance

Ce manège un peu particulier vous entraîne pour un voyage sonore de 45 minutes illustré par des dioramas, des maquettes, des vidéos sur le thème : « Réchauffement climatique et avenir de la planète ».

Et des mini-conférences

Pour tous les goûts et toutes les curiosités...

En permanence, dans six « mini-amphithéâtres », des conférenciers se relaient pour traiter, en termes simples, de questions scientifiques. Parmi les sujets abordés :

- Quelles différences entre un son et un bruit ?
 - Sous quelle étoile suis-je né ?
 - Grippe aviaire, grippe humaine, comment se protéger ?
 - Programmons un robot
 - Les ordinateurs de demain
 - L'univers, la matière et le Big-Bang
 - Les arbres contre le réchauffement climatique ?
 - Clonage et éternité potentielle des plantes
 - Chaud ou froid, vapeur ou glaçon, dans la matière c'est l'agitation
 - Sous le microscope, des cellules à l'organisme
 - Tout savoir sur le sang
 - La chimie, c'est naturel
 - La radioactivité, de la médecine à Tchernobyl
 - L'ADN, base moléculaire de la vie
 - Soleil, ampoules, vers luisants : d'où vient leur lumière ?
 - Dolmens, des mythes à la réalité
 - Des archives de 3 millions d'années
 - La face cachée de la Lune... et la disparition des dinosaures
 - Hasard et coïncidences : les mathématiques contre le paranormal
 - De la matière inerte à la matière vivante... Une question d'organisation
 - Petite histoire des chiffres
 - Faire le point en mer, de la navigation à vue au GPS
 - Le calcul, du boulier à l'ordinateur
 - Des soustractions du monde entier
 - L'invention de l'écriture musicale
- Et il y en aura quelques autres...

Le cinéma à la Fête

Dans les deux cinémas de la Fête, nous pouvons déjà annoncer la projection des films suivants :

Les Lip, l'imagination au pouvoir de Christian Rouaud

L'Embrasement de Philippe Triboit

Mon colonel de Laurent Herblot

Les fragments d'Antonin de Gabriel Le Bomin

Indigènes de Rachid Bouchareb

Le vent se lève de Ken Loach

La raison du plus faible de Lucas Belvaux

Hors jeu de Jafar Panahi

La dignité du peuple de Fernando Solanas

Little Miss Sunshine de Jonathan Dayton

Une jeunesse comme aucune autre de Dalia Hager

Sarajevo mon amour de Jasmila Zbanic

Thank you for smoking de Jason Reitman

Prête-moi ta main de Eric Lartigau

Mauvaise foi de Roschdy Zem

Une projection en plein air sur écran géant aura lieu, sauf mauvais temps, dans la nuit du dimanche au lundi : *L'Âge de Glace 2*

Toutes les séances sont gratuites.

Les débats du Chapiteau Karl Marx

(ou autres espaces)

Samedi 26 mai

Mariama BARRY, auteur des deux romans *La petite Peule* et *Le Cœur n'est pas un genou que l'on plie*

Stéphen BOUQUIN auteur d'un livre intitulé *La valse des écrous* : « Lutttes ouvrières dans l'automobile : mission impossible ? »

Cai CHONGGUO qui a écrit *Chine, l'envers de la puissance*

Gérard DELTEIL et d'autres auteurs de roman polar qui ont participé à la rédaction des nouvelles de l'ouvrage *La France d'après*

Odette HARDY-HEMERY qui a écrit *Eternit et l'amiante : aux sources du profit, une industrie du risque*

Alain KRIVINE sur son livre témoignage : *Ça te passera avec l'âge*

Patrick LE TREHONDAT et **Patrick SILBERSTEIN**, auteurs d'un essai : *L'ouragan Katrina : une catastrophe annoncée*

Francis ZAMPONI qui vient de sortir un nouveau livre *Le boucher de Guelma* et qui avait écrit *Mon colonel*

Dimanche 27 mai

Débat avec les militants Lutte Ouvrière de l'automobile : « De Peugeot-Citroën à Renault : les travailleurs de l'automobile face aux suppressions de postes et aux pressions patronales »

Gérald BLONCOURT auteur de *Messagers de la tempête : André Breton et la révolution de 1946 en Haïti*

Jean-Luc EINAUDI, auteur d'ouvrages sur la guerre d'Algérie (*Octobre 1961 : un massacre à Paris*), éducateur de profession, a écrit en 1995 sur les mineurs délinquants. En 2006, il a publié *Traces*, à partir de registres consignés la vie d'adolescents en maison de redressement à Paris de 1941 à 1944. Il interviendra sur ces deux sujets.

Jean-Jacques MARIE auteur d'ouvrages sur Lénine, Trotsky, et la période 1917-1922 de la guerre civile russe : « Les falsifications actuelles de l'histoire de la révolution russe : nature, mécanismes, objectifs ».

Michel PORRET parlera de l'affaire Calas et de Voltaire

François ROUX auteur d'un livre

intitulé *La Grande Guerre inconnue : les poilus contre l'armée française*

Brigitte WIESER de RESF, (le Réseau Education Sans Frontières)

Julia WRIGHT, porte-parole en France de Mumia Abu Jamal et coordinatrice du Cosimapp (Comité de solidarité avec Mumia Abu-Jamal et les prisonniers politiques aux États-Unis)

Lundi 28 mai

Véronique BRUNET auteur de *Chili : sur les traces de mineurs de nitrate*

Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS, avocate, et **Pascal MOUSSY**, juriste du travail : « Les différents contentieux suscités par les attaques des patrons contre le droit de grève »

Sihem HABCHI vice-présidente de « Ni putes, ni soumises »

Claude LIAUZU coordinateur du *Dictionnaire de la colonisation française* qui vient de paraître.

• Maisons de retraite

Des promesses insuffisantes et non tenues

Selon un sondage de la Sofres publié dans *Le Parisien*, les maisons de retraite n'ont pas la cote. 49 % des sondés ont une mauvaise opinion d'elles, soit 13 % de plus qu'en 2004. Les raisons évoquées sont le fait qu'elles coûtent trop cher, le manque de places et les mauvaises conditions d'accueil.

Les séjours sont effectivement très onéreux, car 60 % du coût de fonctionnement reste à la charge des résidents. Résultat, alors que le montant moyen des retraites atteint 1 100 euros par mois – et beaucoup moins pour une majorité d'anciens travailleurs et pour les femmes – le coût d'un séjour en maison de retraite s'élève en moyenne à 1 600 euros par mois, et à bien plus en Ile-de-France et dans le privé. Un effort financier très important reste donc à la charge des familles, qui souvent ne peuvent y faire face.

Par ailleurs, même si les capacités d'accueil ont augmenté de 5 000 places en 2006 et doivent évoluer au même rythme jusqu'en 2012, elles resteront très insuffisantes pour répondre aux besoins de la population âgée. D'autant plus que le nombre des plus de 85 ans, qui sont aujourd'hui 1,1 million, devrait pratiquement doubler au cours de la prochaine décennie. D'ailleurs, un rapport du Commissariat au Plan publié en 2005 estimait entre 40 000 et 54 000 le nombre de lits à créer d'ici 2010. Et le président de la Fnadepa (Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées) va dans le même sens en constatant que « fin 2006, il manquait tou-

jours entre 30 000 et 40 000 places pour l'accueil et le soin des personnes âgées ». Les objectifs du Plan solidarité grand âge pour la période 2007-2012 sont donc loin du compte.

Quant à l'insuffisance du personnel chargé des soins, elle demeure. En France, 250 000 personnes travaillent dans les maisons de retraite, ce qui représente quatre personnes en moyenne pour s'occuper de dix personnes âgées. C'est « deux à trois fois moins de personnel qu'en Allemagne, en Suisse, en Autriche ou aux Pays-Bas », constate le président de l'ADPA (Association des directeurs au service des personnes âgées). Mais l'État n'a toujours pas débloqué les crédits pour permettre aux maisons de retraite d'embaucher massivement.

Après la canicule meurtrière de l'été 2003, les gouvernants avaient déclaré que le sort des personnes âgées aurait la priorité. Au nom de la solidarité, ils en avaient profité pour voler un jour de travail aux seuls salariés.

Malgré tout cela, des maisons de retraite pour tous ceux qui en ont besoin, bon marché et avec du personnel suffisant, restent du domaine du rêve.

Roger MEYNIER

• Les victimes de l'amiante

Contre la baisse des indemnisations

Mercredi 9 mai, une manifestation a réuni à Douai, dans le Nord, 1 200 victimes de l'amiante, à l'initiative de l'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva) soutenue par la CGT.

En plus des manifestants du Nord, ceux de Condé-sur-Noireau et de Bayonne notamment étaient venus manifester leur solidarité à soixante victimes qui ont déposé un recours devant la cour d'appel contre la faiblesse des indemnisations décidées par le tribunal des affaires de la Sécurité sociale de Lille. À Marseille, à Aix-en-Provence, à Mont-de-Marsan aussi, les indemnisations sont

en forte baisse. Il y a quelques années, un travailleur ayant contracté des plaques pleurales pouvant entraîner un cancer de la plèvre obtenait 45 000 euros d'indemnisation. Aujourd'hui, pour le même préjudice, c'est 7 500 euros, voire 3 000 euros !

La présidente du tribunal d'appel a justifié la baisse constatée des indemnisations à Douai par une péréquation avec les autres maladies professionnelles : les victimes de l'amiante sont très nombreuses et le seront plus encore dans les années suivantes, alors il faudrait que les indemnisations baissent !

C'est d'ailleurs la volonté

ouverte du Medef, qui prétend que les indemnisations de plaques pleurales ne se justifient pas. Le patronat a massivement utilisé l'amiante comme isolant thermique, alors que sa nocivité était connue dès les premières années du 20^e siècle. Il a engrangé des profits grâce à cette production mais maintenant, pour ne pas avoir à payer de plus fortes cotisations à la Sécurité sociale, il veut diminuer les indemnisations.

Les travailleurs victimes et leurs familles ont dit leur refus de cette politique cynique. Leurs empoisonneurs ne s'en débarrasseront pas comme cela.

Serge VIARD



Les victimes de l'amiante lors d'une manifestation à Paris, en septembre 2006.

• Le patron d'AXA

Être très riche sans trop le montrer

Henri de Castries, le patron d'AXA, renoncera à ses stock-options en 2007, si l'on en croit ses déclarations à la presse. Il se prononce de plus pour la suppression des parachutes dorés, ces très grosses indemnités versées aux PDG au moment de leur départ.

S'il envisage de renoncer à ses stock-options pour 2007, de Castries ne s'engage tout de même ni à rembourser ses gains passés, ni à agir de même dans les années à venir. La stock-option est ce droit accordé à un dirigeant d'acheter une action de son entreprise à un cours fixé à l'avance, et généralement bas, et de la revendre quelques années plus tard. Si elle baisse, il ne perd rien. Si elle monte, il peut en tirer une confortable plus-value. Ainsi en 2005, Henri de Castries a gagné 1,3 million d'euros, juste devant Arnaud Lagardère qui, lui, a empoché 1,2 million

d'euros. Le patron d'AXA avoue 70 millions d'euros de plus-value potentielle, autrement dit de plus-value qu'il aurait touchée s'il avait vendu toutes ses actions.

De toute façon, ses stock-options ne constituent qu'une partie de sa fortune. Le patron d'AXA est un des patrons les mieux payés du CAC 40. La part fixe de sa rémunération s'élève à 500 000 euros par an, la part variable a atteint 3 millions d'euros en 2006, soit 250 fois le smic.

Son apparent souci d'équité est tout de même très mesuré car, sur la possibilité de limiter les salaires des dirigeants, il explique que « plafonner les rémunérations des dirigeants est la meilleure recette pour nous conduire au désastre, dans un contexte de marchés mondialisés ». Ce genre d'argumentation ne vaut apparemment que pour les très hauts cadres, et pas pour

tous les autres salariés.

Car les salariés d'AXA, eux, voient leur salaire bloqué depuis des années ; ils doivent faire le même travail en étant beaucoup moins nombreux ; le dernier projet de restructuration envisage des milliers de suppressions d'emplois.

Si le patron d'AXA, comme d'autres PDG de grandes entreprises, est si bien « récompensé », c'est pour qu'il gère bien son entreprise, ce qui dans le langage capitaliste signifie faire pression sur les salariés, licencier, bloquer les salaires pour augmenter encore les profits, et donc les dividendes des actionnaires qui ont le pouvoir dans les conseils d'administration. De ce point de vue, ces derniers peuvent être effectivement satisfaits : AXA a annoncé 5,1 milliards d'euros de bénéfices pour 2006.

Aline RETESSE

• Mayenne

Contre la hausse des loyers, un premier succès

Il y a quelques mois, des locataires d'une cité HLM de Mayenne, l'Angellerie, se sont mobilisés contre une hausse de 35 % de leurs loyers, qu'on voulait leur imposer sous prétexte de réhabilitation des logements. Leur opiniâtreté et le succès de leur pétition ont payé puisque le Conseil municipal de la ville vient de décider de débloquent 150 000 euros pour la réhabilitation, ce qui permettra de ramener l'augmentation des

loyers de 35 % à 25 %.

C'est une première victoire, mais loin d'être suffisante, et le comité de locataires ne compte pas en rester là. Les locataires mobilisés vont maintenant demander à l'État, à la Région et au Conseil général de mettre aussi la main à la poche... avec l'objectif de ramener la hausse de loyer à un niveau acceptable pour les petits revenus de la plupart d'entre eux.

Correspondant LO

• **Hôpital Avicenne – Bobigny (Seine-Saint-Denis)**

Le mouvement se développe contre le plan d'économies

À l'hôpital Avicenne de Bobigny (Seine-Saint-Denis), mardi 15 mai, l'assemblée qui depuis deux semaines se réunit tous les jours pour faire le point du mouvement en cours était plus nombreuse que les jours précédents : plus de 80 personnes, venues de tous les services (contre une cinquantaine les jours ordinaires). C'était le jour où le « médiateur », nommé par la direction de l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris) pour tenter d'enrayer le conflit devait entamer ses rounds de négociations.

Ce monsieur n'avait qu'un objectif : discuter de quelques aménagements service par service, et qui plus est pour les seuls services qui avaient débuté le mouvement, Urgences, personnels ouvriers et assistantes sociales. Départ raté : à l'assemblée, tout le monde était bien décidé à ne pas accepter un bricolage qui ne se résumerait qu'à colmater les brèches dans un service en prenant du personnel dans les autres. C'est sur l'ensemble de l'hôpital qu'il faut embaucher et augmenter les moyens.

Car le mécontentement est général sur les effectifs, les conditions de travail. Général aussi contre la multiplication des emplois précaires, des intérimaires, des CDD et une quarantaine d'emplois dit « aidés », les CAE (contrats d'accompagnement à l'emploi), payés à peine plus de 700 euros par mois, dont le personnel exige l'embauche fixe. Et il s'agit de s'opposer au plan d'économies prévu pour les années à venir par l'AP-HP, qui devrait encore aggraver la situation puisqu'il prévoit entre 60 et 80 suppressions de postes à Avicenne pour l'année qui vient.

Aussi la grève du service des Urgences qui a débuté le 21 avril, vite rejointe par celle des personnels ouvriers (qui depuis plusieurs semaines participaient aussi aux actions au niveau de l'AP-HP contre la réforme de leurs statuts), a commencé à faire tache d'huile. Le jeudi 3 mai une

assemblée générale regroupant 150 personnes s'était prononcée pour l'extension du mouvement à tous les services. Depuis, il se développe effectivement, même si la grande majorité des soignants se déclarant en grève sont « assignés » (c'est-à-dire réquisitionnés) et si tous les services ne sont pas également touchés.

Les personnels en lutte multiplient leurs manifestations. Des soignants, personnels de la crèche, assistantes sociales d'Avicenne se sont joints à la manifestation de l'ensemble des personnels ouvriers de l'AP-HP, pour montrer qu'ils ont les mêmes problèmes et faire connaître leur mouvement à l'ensemble des hôpitaux parisiens. Le 11 juin, tous les participants sont montés ensemble au bureau du DRH exiger l'embauche d'une aide-soignante qui, après deux CDD et un contrat d'intérim, devait quitter l'hôpital alors qu'il y a des postes vacants. Quatre jours plus tard, on lui en avait, comme par hasard, trouvé un où elle sera embauchée cette fois comme stagiaire.

C'est pour tenter d'enrayer le mouvement qui se développe par quelques concessions mineures que le directeur de l'AP-HP a nommé son « médiateur ». Trop tard ! C'est l'ensemble des problèmes qui est aujourd'hui posé par le personnel.

Correspondant LO

• **Snecma – Gennevilliers (Hauts-de-Seine)**

La direction recule sur les « travaux pénibles »

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs de la Snecma à Gennevilliers sont engagés dans une mobilisation pour maintenir l'accord « travaux pénibles » de la période 2002 à 2007.

Cet accord arrive à expiration le 31 décembre 2007. Il permet, entre autres choses, à certaines catégories de travailleurs soumis à des conditions de travail difficiles de partir en préretraite cinq années plus tôt que les autres travailleurs et avec 70 % de leur salaire.

En mars dernier, la direction annonçait que, pour 2008, elle entendait revoir l'accord à la baisse. Dans la mouture qu'elle présentait alors aux syndicats, elle excluait de l'accord certains secteurs ouvriers comme le Traitement Thermique (TTh), Forges et Mécanique, ou encore les ateliers du Traitement de surface et du Parachèvement Forges. De plus, elle voulait baisser à 60 % (au lieu de 70 %) le niveau des rémunérations.

La colère des travailleurs concernés ne s'est pas fait attendre : débrayages, « usine morte » et surtout une grève



totale démarrée le 2 mai dernier par les ouvriers du TTh Forges et étendue au TTh Mécanique dès le lendemain.

L'agitation que connaît l'usine depuis plusieurs semaines, les discussions incessantes qui mobilisent les ouvriers des secteurs concernés, surtout le risque de paralysie partielle de la production que peut entraîner la grève des ouvriers du TTh, ont finalement obligé la direction à revenir sur son projet.

Lors d'une commission réunie le 9 mai pour statuer sur la pénibilité des deux secteurs du TTh, la direction locale a décidé de réintégrer le secteur du TTh dans l'accord. Elle s'est appuyée sur l'avis du médecin

du travail et de l'ingénieur de la sécurité pour justifier sa volte-face. En réalité, la direction voulait mettre fin à la grève du TTh le plus vite possible et tenait à limiter les risques d'une « contagion » de la grève à d'autres secteurs.

Par sa mobilisation, le secteur TTh a donc fait céder la direction. Comme le disaient certains grévistes : « *Trois jours de grève, et on a gagné cinq ans de départ anticipé. C'est positif !* » Mais le recul de la direction n'est pas total. D'autres secteurs exclus de l'accord « travaux pénibles » ne sont toujours pas réintégrés et la mobilisation reste toujours à l'ordre du jour.

Correspondant LO

• **Tours**

Grève dans les transports urbains

Les conducteurs et employés du réseau de bus Fil Bleu, qui dessert l'agglomération de Tours, ont participé massivement à un mouvement pour l'augmentation de leurs salaires. La direction proposait une augmentation de 2,8 %, prime et participation à la mutuelle comprises. Les syndicats demandaient 3,9 %.

La direction de Fil Bleu, filiale de Keolis, le premier opérateur privé de transport public,

prétendait bien sûr qu'elle ne pouvait pas se permettre d'accorder ce 1 % de plus. Au lendemain du 1^{er} mai, les salariés ont décidé de faire grève deux heures par jour, une heure le matin, une heure le soir. Et comme au bout de deux semaines la direction ne voulait toujours rien entendre, le samedi 12 mai ils ont décidé de faire grève toute la journée.

La grève a été suivie ce jour-là à 95 %, et 200 personnes se

sont rendues à l'assemblée du personnel.

Dans l'après-midi, la direction a fini par lâcher 3,3 % d'augmentation pour l'année 2007. Même si c'est encore loin de ce qu'il faudrait pour compenser les pertes de pouvoir d'achat cumulées, cela montre qu'on peut se faire craindre et que c'est le seul moyen de réclamer son dû !

Correspondant LO

• **Chambéry (Savoie)**

Non à la répression chez EDF-GDF

Jeudi 10 mai, à Chambéry, la manifestation nationale de protestation appelée par la CGT contre les menaces de licenciement visant des employés d'EDF-GDF, a été un succès. Près de 4 000 travailleurs, essentiellement des salariés d'EDF-GDF de la Région Rhône-Alpes et de toute la France, avec des délégations d'autres corporations de Chambéry, ont défilé dans les rues de la ville, en scandant « *So-so-so-solidarité* » ou « *Il bradent notre énergie, pour en*

faire des profits ».

Tout avait commencé en octobre 2006, où des grèves (à Valence le 3, à Paris le 19) exprimaient l'opposition des personnels de Gaz de France à la privatisation-fusion avec Suez de la compagnie nationale. Lors de ces grèves, les bureaux des directions ayant été envahis, la direction a ensuite invoqué ce qu'elle appelle des « *bousculades d'employés* » et des « *saccages de bureaux* » pour traduire en conseil de discipline sept agents de la région parisienne et quatre

de Rhône-Alpes. À Paris trois d'entre eux et à Valence un d'entre eux sont menacés de licenciement.

Au cours de la manifestation, un responsable de la fédération CGT Mines et Énergie affirma : « *Le patronat veut étouffer les actions revendicatives, faire peur et mener une campagne de répression.* »

Gageons que l'ampleur de la protestation, son dynamisme, vont faire réfléchir certains.

Correspondant LO

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE N° 104 (avril 2007)

France

Election présidentielle : leurs campagnes et la nôtre

Union européenne

Pendant la recherche du « plan B », les affaires continuent

Martinique-Guadeloupe

2006 : une année de grèves qui semblent se prolonger en 2007

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro

Espagne

Les partis gouvernementaux et le problème basque
Une politique marquée par l'héritage franquiste

Grande-Bretagne

Montée des profits et de la pauvreté
Un bilan de dix ans de blairisme

Tribune de la minorité

Notre campagne pour Arlette Laguiller

• Airbus – Bouguenais (Loire-Atlantique)

Fin de la grève

Après la trêve du pont du 8 mai, les salariés de la production d'Airbus Bouguenais, près de Nantes, se sont retrouvés devant les grilles de l'usine dès 5 heures pour un piquet, avec l'intention de ne pas lâcher le morceau. La journée était décisive car quatre jours de grand pont pouvaient avoir changé l'état d'esprit.

Après consultation de leurs syndiqués, les différents syndicats venaient rendre compte en assemblée générale de leur décision quant à la poursuite ou pas du mouvement. D'emblée, le syndicat majoritaire FO se coupa en deux, avec d'un côté les cadres et agents de maîtrise réunis dans l'usine votant contre la grève, et de l'autre les syndiqués et délégués FO des ateliers restant dehors et votant la poursuite du mouvement.

La CGT décidait de continuer aussi, avec une partie de la CFDT.

L'intersyndicale élargie aux représentants du comité de grève décidait alors de proposer et de faire voter en AG la poursuite du mouvement sur la plate-forme élaborée le 2 mai, sachant aussi que l'usine de Saint-Nazaire avait voté la continuation du mouvement presque sur la même plate-forme.

La grève fut reconduite à main levée, toujours dans l'enthousiasme, dans la conscience que la partie de bras de fer avec la direction était bien entamée, celle-ci espérant que les pressions individuelles par coups de téléphone ou courrier allaient suffire à décourager les grévistes. Certains chefs n'hésitaient pas, par exemple, à téléphoner aux parents de certains jeunes pour faire doublement pression. Cela a plutôt eu l'effet inverse... Et comme le disait un gréviste en parlant de ces cadres arrogants qui vont en plus toucher la prime obtenue par la grève : « On est peut-être des gueux, mais sans nous ils ne seraient pas là, c'est nous les productifs. » On s'installait alors dans la grève, tandis que la direction maintenait sa position de dire qu'elle ouvrirait des négociations à condition que le travail reprenne.

Devant le blocage de la

direction, l'idée de durcir le mouvement et de bloquer les grilles de l'usine dès le lendemain matin commença à s'exprimer à l'AG de l'après-midi. « Ils bloquent, on bloque aussi ». La proposition fut mise aux voix, mais seulement avec une centaine de personnes, ceux qui étaient restés jusque-là.

De fait, à 5 heures le jeudi matin, seuls des piquets dissuasifs se mirent en place. En effet entre-temps la direction avait proposé aux syndicats de reprendre le dialogue, y compris avec des représentants du comité de grève (ce qu'elle refusait jusque-là), à condition que l'usine ne soit pas bloquée. L'AG de 9 heures, avec 400 personnes (moins de monde que la veille) reconduisit une nouvelle fois la grève, tout en apprenant que Saint-Nazaire la suspendait.

L'après-midi du 10 mai, l'intersyndicale, avec trois représentants du comité de grève, était reçue par la direction, qui ne proposait rien de plus que ce qu'elle avait déjà avancé, les 500 euros de prime



et des augmentations de salaire de 2,5 %. S'engageant aussi à une petite ouverture concernant le paiement des jours de grève, elle ajoutait que le reste ne dépendait pas d'elle, mais de la direction nationale à Toulouse.

Le lendemain dès 5 heures, beaucoup reprenaient le travail, et l'assemblée générale du matin à 10 heures ne représentait plus que 200 grévistes, qui votèrent la suspension du mouvement en attendant les négociations du mercredi 16 mai avec la direction générale à Toulouse.

À cette assemblée générale de fin de grève, l'intervention du porte-parole du comité de grève fut ovationnée quand il déclara entre autres : « Nous n'avons pas eu tout ce que nous réclamions, mais les choses ont changé dans la boîte. Elles ne

seront pas mesurables tout de suite, mais on les a obtenues. Nous allons reprendre le boulot en ayant retrouvé notre dignité. C'est le plus important, plus rien ne sera comme avant. »

Le sentiment général était en effet la fierté d'avoir relevé la tête, dans une entreprise où les conditions de travail et les pressions de l'encadrement sont dures, et aussi la fierté d'avoir « refusé d'accepter l'inacceptable », comme le disait un gréviste, s'agissant de la prime de 3 euros, alors que les dirigeants et actionnaires empochent les millions ! Le sentiment aussi de s'être fait reconnaître et respecter, non seulement de la direction, mais aussi des syndicats qui, à part la CGT, au départ, ne voulaient pas de la grève.

Correspondant LO

• SNCF-Triage de Sibelin – Feyzin (Rhône)

On n'est pas corvéables à merci !

Les cheminots du triage de Sibelin à Feyzin, dans la banlieue lyonnaise, ont commencé jeudi 10 mai à minuit des débrayages de quatre heures par jour, pour revendiquer des augmentations d'effectifs.

La grève traduit un ras-le-bol général, dû au fait que les cheminots sont de moins en moins nombreux pour faire le

travail. Les réorganisations se succèdent, tombées d'en haut, sans se soucier des conséquences et, chaque fois, les cadres et les agents de maîtrise qui travaillent sur le terrain doivent tenter de les faire appliquer, avec moins d'effectifs, ce qui explique qu'eux aussi sont fortement impliqués dans les débrayages.

La prochaine réorganisation

va entraîner la suppression de cinq postes (sur 240 environ à Sibelin), dont trois à la « réserve ». La « réserve » est composée des travailleurs qui remplacent les autres quand ils sont en congé ou malades. Mais de plus en plus on leur change leurs horaires du jour au lendemain, en les appelant sur leur téléphone personnel, y compris tard le soir ou pendant leurs congés.

D'autre part, on demande aux agents de manœuvre d'être de plus en plus polyvalents. Mais ce qui pourrait être un avantage, en permettant de faire un travail plus varié, se retourne en fait contre eux, car cela les rend davantage corvéables et permet de les solliciter beaucoup plus. Un cadre, par exemple, s'est même permis de demander à un agent travaillant de nuit et finissant à 4 heures du matin de revenir travailler à midi le lendemain.

Les grévistes revendiquent donc l'arrêt des réorganisations et des effectifs supplémentaires à la « réserve ». Le mouvement de grève est très suivi, par environ 70 % des travailleurs. Chaque équipe débraye 3 h 55 en fin de poste et, pour chacune, une assemblée générale des grévistes est organisée, qui regroupe une quarantaine de personnes. Les pressions exercées par l'encadrement n'ont convaincu personne d'arrêter les débrayages, en particulier quand certains cadres prétendent que le fret va mal et que les grévistes vont faire perdre des clients, alors que c'est la SNCF elle-même qui donne des marchés à des filiales.

Malgré le zèle de certains cadres, qu'on a pu voir sur les voies essayer de remplacer les grévistes, le retard s'accumule. Les grévistes sont déjà allés voir, vendredi 11 mai, le directeur du site et lundi 14 mai le directeur d'établissement. Les grévistes en ont profité pour lui débiller tout ce qui ne va pas. Tout ce qu'il a trouvé à répondre, c'est qu'il ne voulait pas créer un précédent en répondant aux revendications, car beaucoup de réorganisations sont prévues au fret partout dans le pays.

En effet c'est partout à la SNCF qu'il manque du personnel, et c'est partout que les cheminots ont intérêt à ne pas accepter de faire les frais de la politique de la direction.

Correspondant LO

• Hewlett Packard – Eybens (Isère)

Prime, sous-prime et sur-prime

Les syndicats de Hewlett Packard, trust mondial de l'informatique, ont déposé un dossier collectif de plainte devant les Prud'hommes pour non-respect des usages en ce qui concerne le versement des primes annuelles. Celles-ci, de 1962 à 2001, représentaient un demi-mois de salaire. Ce n'est plus le cas maintenant.

Cependant il semble y avoir des exceptions pour le personnel de la direction : ils auraient reçu en 2006 une prime de 5 à 20 mois de salaire. Et cela alors que leur salaire moyen est déjà de 135 000 euros par an.

Voilà des gens qui font mentir Sarkozy : ils n'ont pas besoin de travailler plus pour gagner plus.

Correspondant LO

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Écologie : nature ravagée, planète menacée par le capitalisme !

(n° 106 - exposé du 26 janvier 2007)

Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis

(n° 105 - exposé du 24 novembre 2006)

L'Afrique malade du capitalisme

(n° 104 - exposé du 16 juin 2006)

Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui

(n° 103 - exposé du 28 avril 2006)

L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité

(n° 102 - exposé du 10 mars 2006)

La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?

(n° 101 - exposé du 27 janvier 2006)

États-Unis : la société capitaliste la plus puissante à la lumière de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans

(n° 100 - exposé du 5 octobre 2005)

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,54 euro par brochure

• **Italie**

La « défense de la famille » Un thème bien réactionnaire qui fait recette

Des centaines de milliers de personnes ont défilé samedi 12 mai à Rome, à l'appel des associations catholiques, pour une journée qui se voulait celle de la défense de la famille. Mais le véritable objectif était d'abattre définitivement le projet du gouvernement de centre gauche de Romano Prodi d'établir un Pacs à l'italienne pour lequel seuls quelques milliers de personnes ont manifesté au même moment dans un autre quartier de la ville.

Le projet, sous le nom de « Dico », pour « droits des concubins » (« diritti e doveri delle persone stabilmente conviventi ») avait déjà bien du plomb dans l'aile. Il n'avait été avancé par Prodi, durant la campagne électorale de l'an dernier, que sous une forme bien vague. Il précisait seulement que les unions de fait seraient reconnues et considérées indépendamment du sexe et de l'orientation sexuelle, autrement dit que

les droits des couples homosexuels seraient reconnus.

Ce programme déjà flou au départ n'a fait que s'estomper encore plus depuis que le gouvernement Prodi est en place. Non seulement la coalition de centre gauche n'a gagné les élections du printemps 2006 que d'un cheveu, mais depuis son installation elle est en butte aux campagnes de l'Église contre tout ce qui lui semble porter atteinte aux traditions catholiques du pays.

Or, cette coalition comporte elle-même une forte composante catholique, à commencer par Prodi lui-même, qui est démocrate-chrétien. Contre ces campagnes, les partis dits laïques de la coalition comme les DS (les démocrates de gauche, issus de l'ancien Parti communiste italien) n'ont pas montré la moindre combativité, se déclarant prêts à tous les compromis pour ne pas heurter la sensibilité catholique... et surtout pour ne pas s'aliéner le soutien ou la neutralité d'un certain nombre de groupes de pression ou de parle-

mentaires qui s'en réclament. On vient d'ailleurs d'annoncer la formation du « Parti démocrate », issu de l'union des DS avec « la Marguerite », regroupement de politiciens en grande partie démocrates-chrétiens ; les DS n'ont aucune envie de compromettre cette unité, qui vise à garantir leur place sur l'échiquier politique, simplement pour la défense des « Dico ».

Le projet de loi, malgré tout en discussion, ne fait que reconnaître aux couples, après trois ans de vie commune, quelques droits bien élémentaires. Il s'agit, par exemple, de la transmission du contrat de location en cas de mort du conjoint, de la prise en compte de l'existence du couple en cas de mutation professionnelle, ou bien pour les successions, mais dans ce cas après neuf ans de vie commune. Il n'en faut cependant pas plus pour que l'Église, le Pape, les évêques et les associations catholiques sortent l'étendard de la lutte contre ce qu'ils présentent comme une atteinte intolérable à la famille, piédestal de la société



La manifestation du 12 mai.

Photo forumfamiglia

telle qu'ils la conçoivent.

Évidemment, les partis de droite de la coalition de Berlusconi, vaincue aux dernières élections, ont enfourché eux aussi ce cheval de bataille, abattant rapidement les réticences d'un certain nombre de ses politiciens se définissant comme « laïques ». Une partie de ceux de centre gauche, eux aussi au nom de leur sensibilité catholique, se sont joints au flot. La manifestation du 12 mai, sous l'étendard d'une défense de la famille que pourtant personne n'attaque, a ainsi pu prendre la forme d'un grand rassemblement bien réactionnaire contre une des seules, et bien timide, tentatives de

réforme de société du gouvernement Prodi.

Celle-ci a donc désormais toutes les chances d'être mise définitivement au placard ; au contraire de toutes les autres « réformes » promises par le gouvernement Prodi, mais qui elles vont dans le sens de ce que souhaite le patronat. Par exemple, la réforme des retraites qui devrait aboutir à augmenter l'âge du départ et à diminuer les pensions. Le « changement » promis par Prodi après cinq ans de Berlusconi sera de plus en plus à rechercher à la loupe.

André FRY

• **Pologne**

La démocratie chrétienne à l'œuvre

En Pologne, la Cour constitutionnelle a annulé en grande partie une loi du 15 mars dernier dite de « décommunisation » qui obligeait plus d'un demi-million de personnes, allant des hauts fonctionnaires aux directeurs d'école, à remplir un formulaire qui leur demandait s'ils avaient « collaboré secrètement et consciemment avec les anciens services de sécurité communistes ».

La Pologne ne vit plus sous

l'emprise du régime qui avait été imposé par la bureaucratie stalinienne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et cela depuis 1989, depuis qu'elle a rompu avec le bloc soviétique agonisant. Elle se prétend un pays « démocratique » et a pris comme exemple les grandes puissances occidentales. Dans un premier temps la population y a gagné quelques droits, c'est vrai. Mais des forces réactionnaires et cléricales y ont déve-

loppé de plus en plus leur démagogie à l'égard d'une population désenchantée par les effets du retour aux lois du marché capitaliste qui ont été désastreux. Au chômage pour près d'un cinquième, elle a pu perdre les illusions qu'elle avait sur la liberté capitaliste.

Au pouvoir depuis 2005, le gouvernement des frères Kaczynsky a favorisé des mouvements xénophobes et antisémites. Opposé au droit à

l'avortement, ce gouvernement entend imposer dans tous les domaines, y compris dans celui de la vie quotidienne, les « valeurs chrétiennes » aussi bien dans l'enseignement qu'à la télévision. Il se propose de relancer le débat en faveur de la peine de mort dans l'Union européenne. Il s'en prend aux homosexuels et il va même jusqu'à contester la théorie de l'évolution des espèces, qui serait un « men-

songe ». C'est ce que proclame le vice-ministre de l'Éducation. Le formulaire sur la « décommunisation » s'inscrivait dans un tel climat réactionnaire.

Bref, un totalitarisme est en train de remplacer le précédent... même si les jumeaux Kaczynsky viennent de voir leur dernière initiative retoquée par le Conseil constitutionnel.

Jean SANDAY

• **Brésil**

Cinq siècles après les conquistadors, un pape persiste et signe

Dimanche 13 mai, au cours de sa croisade au Brésil, le pape, Benoît XVI, a réécrit l'Histoire comme aux pires heures de l'Église catholique.

« L'annonce de Jésus et de son évangile, a-t-il déclaré, n'a comporté à aucun moment une aliénation des cultures précolombiennes et n'a pas imposé une culture étrangère. » Et d'oser ajouter : « Le christ était le sauveur auquel les Amérindiens aspiraient silencieusement. »

Pour le pape, ces prêtres qui à partir du XV^e siècle ont accompagné, après les avoir bénis, les conquistadors et autres mercenaires européens dans leur « découverte » des Amériques n'étaient donc rien d'autres que de pieux évangélistes ! Cette colonisation fut pourtant un génocide gigantesque. En un siècle, par les massacres, le travail forcé et les maladies, des dizaines de millions de ces Amérindiens qui

peuplaient l'Amérique avant l'arrivée des colonisateurs furent exterminés. Mais, pour Benoît XVI, ce n'était qu'une aspiration silencieuse des Indiens au christianisme !

Même les plus hautes instances de l'Église, en la personne du pape précédent, avaient fini par convenir des carnages perpétrés par les armées et leurs prêtres zélés dans la colonisation des Amériques. Benoît XVI, lui, en

défenseur des valeurs les plus réactionnaires, ignore superbement ces scrupules.

Et c'est au nom de ces mêmes conceptions moyenâgeuses qu'il est parti en guerre contre l'interruption volontaire de grossesse, exhortant les populations « au respect de la vie de sa conception à son déclin naturel » et niant ainsi aux femmes le droit élémentaire de décider si elles veulent ou non un enfant. Quant à la chasteté

dont Benoît XVI s'est fait également l'apôtre, libre bien-sûr à lui de se débrouiller avec. Mais quand elle rime avec la condamnation des moyens de contraception, dans un pays où le sida est un véritable fléau, c'est une insulte à la prévention, une provocation au développement de la maladie, et un mépris total pour la population et pour la vie.

Sophie GARGAN

• Grande-Bretagne

Blair ou la chronique d'un départ annoncé

Que Blair ait démissionné de ses fonctions de leader du Parti Travailliste (et par conséquent de Premier ministre) le 10 mai, était prévu de longue date et n'a donc étonné personne.

On ne peut pas en dire autant du ton du discours annonçant cette décision, où il dit, entre autres : « *La nation britannique est une nation bénie. C'est une nation spéciale. Le monde entier le sait bien et, au fond de nous-mêmes, nous le savons tous. C'est la plus grande nation qui soit sur cette planète.* » Même si, au fil des années, il est devenu de plus en plus fréquent pour Blair d'user de chauvinisme et de bondieuseries pour renforcer la démagogie de ses propos.

Mais Blair devait aussi, par le même tour de passe-passe, réussir à escamoter une poutre de taille. Car officiellement son départ est un départ « volon-

taire ». Après avoir battu le record de longévité de ses prédécesseurs travaillistes, Blair est censé mettre un terme, a-t-il dit, à une « *décennie bien remplie de services à mon pays* », dont la tâche sera « *poursuivie par mon bon ami Gordon Brown* » (ministre des Finances de Blair depuis dix ans et numéro 2 du régime). Mais qu'en est-il réellement ?

En 2005, Blair et les travaillistes n'ont remporté leur troisième élection parlementaire consécutive que de justesse, alors que leurs rivaux conservateurs n'avaient toujours pas commencé le ravalement de façade dont ils avaient besoin pour bénéficier du retour de balancier du bipartisme. Mais, pour la première fois dans l'histoire du pays, un parti remportait une élection avec le soutien d'à peine plus d'un cinquième des inscrits.

Déjà à ce moment, du fait des postures populistes qui lui

étaient habituelles, Blair concentrait sur son nom tout le ressentiment de ceux qui auraient rêvé de faire payer au gouvernement ses mensonges et sa politique irakienne, ou encore les attaques des travaillistes contre les services publics, la montée des profiteurs privés dans les interstices de la santé publique et de l'éducation, etc.

Il n'en fallut pas plus pour que germe l'idée qu'un Parti Travailliste « ravalé », c'est-à-dire débarrassé de la « gamelle Blair », aurait quand même plus de chances de battre les conservateurs aux élections suivantes.

Mais Blair ne l'entendait pas de cette oreille. Au contraire, il célébrait le caractère « *écrasant* » de la victoire travailliste, tout en s'engageant à conduire le parti une nouvelle fois à la victoire lors des élections parlementaires suivantes, en 2009. Pire, Blair tenait à répéter qu'il entendait battre le record de longévité de tous les Premiers

ministres britanniques, y compris celui de douze ans établi par Thatcher.

À partir de ce moment, les hautes sphères travaillistes n'en finirent plus de s'échauffer. Jusqu'à ce que l'élection municipale partielle de mai 2006 (l'ensemble des sièges municipaux sont renouvelés suivant une rotation sur quatre ans) fasse éclater la vérité : avec l'équipe réunie par son nouveau leader, un jeunot du nom de David Cameron, le Parti Conservateur réussissait à repousser les travaillistes en troisième position.

Dès lors, la position de Blair devenait difficile. En septembre dernier, après avoir pris la température du congrès du parti, il annonça officiellement qu'il démissionnerait de sa direction avant un an. Fin septembre, il fixait comme date butoir le lendemain des élections municipales de mai 2007.

Ainsi les travaillistes auront

une année entière pour tenter de remonter la pente avant leur prochain test électoral, celui des municipales de 2008. Et compte tenu de leur situation catastrophique dans les municipalités aujourd'hui (les travaillistes y ont trois fois moins de conseillers que les conservateurs), même un succès modeste pourra y être présenté comme une grande victoire.

Quant à Gordon Brown, le remplaçant de Blair, il ne changera bien sûr pas sa politique au service du grand capital, ne serait-ce d'ailleurs que parce qu'il a été lui-même le concepteur ou le réalisateur de bien des politiques de son prédécesseur. Mais, au moins, devant l'électorat, Brown pourra pointer le doigt du mécontentement vers les « erreurs » ou les « excès » de Blair, sans changer pour autant son cap d'un iota.

François ROULEAU

• Égypte

Depuis plusieurs mois, d'importants mouvements de grève

Depuis plusieurs mois, des milliers de travailleurs ont fait grève en Égypte, en particulier dans le secteur textile. Les salaires extrêmement bas, les conditions de travail, le mécontentement face à des représentants syndicaux qui sont du côté du pouvoir, sont à la base de ces mouvements, qui sont loin d'être terminés.

Ainsi, dans le vaste complexe industriel de Mahalla al Kubra, dans le delta du Nil, des milliers d'ouvriers ont fait grève pendant une semaine en décembre 2006, avec rassemblements, sit-in, occupations de locaux, afin d'obtenir que leur prime de fin d'année de 100 livres égyptiennes (13 euros) soit portée à deux mois de salaire. Le salaire moyen d'un ouvrier d'une usine textile d'État est fréquemment inférieur à 100 LE, primes comprises. Seule la promesse du gouvernement de verser à tous l'équivalent de quarante-cinq jours de salaire a mis fin à la grève mais, à l'annonce de ce recul gouvernemental, les mouvements se

sont étendus à d'autres usines du Delta, où des milliers d'autres ouvriers et ouvrières du textile débrayèrent à leur tour pour exiger de meilleurs salaires et conditions de travail.

Des mouvements ont également eu lieu dans d'autres secteurs, les cimenteries, le ramassage des ordures, les industries alimentaires, et dans d'autres régions, comme Alexandrie et dans le sud, dans des entreprises d'État comme dans le privé.

Récemment, début mai, dans l'agglomération du Caire, les transports publics, lignes de bus et métro du Caire, ont été touchés par les grèves. Des dépôts de bus ont été occupés. Les revendications des 4 000 grévistes portaient également sur les salaires et les conditions de travail. « *Nous souffrons depuis des années et notre situation est de plus en plus mauvaise. La direction ne fait rien et personne ne défend nos intérêts. Alors nous avons décidé de faire entendre notre voix* », déclarait un conducteur de bus gréviste au journal *Al-Ahram*. Douze heures de travail par jour, un salaire de 450 LE (60 euros) après dix ans

d'ancienneté, les nombreuses contraventions soustraites de la paye, c'est le quotidien des 12 000 chauffeurs qui transportent quotidiennement quelque dix millions de voyageurs au Caire. Le Premier ministre, Ahmad Nazif, ayant annoncé des mesures chiffrées sur les primes et la non-déduction des contraventions, les chauffeurs ont cessé la grève, tout en menaçant de reprendre ultérieurement si les promesses n'étaient pas tenues.

Face à ce mécontentement généralisé, le gouvernement et le patronat temporisent donc parfois. Mais parallèlement ils cherchent à faire taire les militants qui pourraient donner une expression à la contestation. Ainsi le 25 avril, le Centre de services syndicaux et ouvriers, le CTUWS (Center for Trade Unions and Workers Services), a été purement et simplement fermé par le gouvernement.

Fondé en 1990, ce centre, sous le statut d'une ONG, cherche à coordonner les travailleurs des entreprises des grands centres industriels, à leur faire connaître leurs



Al Ahram

droits, à leur apporter son aide dans les mouvements et les grèves. Il cherche en particulier à exprimer une voix discordante face aux représentants de la confédération syndicale existante, qui n'est autre qu'un syndicat unique progouvernemental et patronal.

Devant la multiplication et l'ampleur des grèves de ces derniers mois, Mubarak et les ministres de la Main-d'œuvre, de la Solidarité sociale, ainsi que le président de l'Union syndicale, ont visiblement jugé qu'il ne fallait plus laisser cette voix s'exprimer. Après s'en être pris à ses locaux dans diverses

villes, la police a envahi le siège du Centre, à Helouan, ville ouvrière au sud du Caire, et en a scellé les portes.

« *Cette situation a assez duré, déclarait-il y a quelque temps à la télévision le ministre du Travail. Nous travaillons à résoudre les problèmes des ouvriers, mais il y a ceux qui veulent démarrer une révolution.* » Mais voilà, des dizaines, voire des centaines de milliers de travailleurs égyptiens en ont assez d'attendre que les ministres « *travaillent à résoudre leurs problèmes* »...

Viviane LAFONT

• Chirac dépose son bilan

Un homme de droite peut en cacher un autre

Chirac, au temps de "facho-Chirac", entouré de ses amis du SAC (Service d'Action Civique), les gros bras du RPR sous la houlette de Pasqua (à gauche de Chirac sur la photo).

Ces jours-ci, la presse et les médias tirent le bilan des douze ans de présidence Chirac, et le ton est plus ou moins amène. *Le Monde* parle de « molesse hésitante ». Selon d'autres, Chirac rendrait « le régime François Mitterrand ». Et certains, à cause de ses discours sur la « fracture sociale », vont jusqu'à le situer « à gauche », oubliant du même coup qu'il y a quelque trente ans le président sortant était surnommé « facho-Chirac », exactement comme certains parlent aujourd'hui de « Sarko-facho ».

La carrière politique du jeune Chirac débuta en 1962 dans le cabinet de Pompidou, alors Premier ministre de De Gaulle. Il fut élu conseiller municipal de Corrèze en 1965 et député en 1967. Il expliquera plus tard : « Quand j'ai été élu, je suis entré tout de suite au gouvernement. (...) Les gouvernements changeaient, moi je restais avec les meubles. » Il sera, entre autres, secrétaire d'État aux Affaires sociales et participa à ce titre aux négociations de Grenelle lors de la grève générale de Mai 68.

Un ambitieux jeune homme

La mort de Pompidou en 1974 révéla ses ambitions. « On

a toujours dit de Chirac qu'il était con, gentil et généreux. C'est tout le contraire. Il est intelligent, complexe et très intéressé », déclare un connaisseur (Sarkozy). Pour devenir Premier ministre, Chirac est prêt à tout, y compris trahir son clan. En 1974, le gaulliste Chirac aide le républicain indépendant Giscard à devenir président, aux dépens du gaulliste Chaban-Delmas. Giscard lui offre la place de Premier ministre convoitée.

Mais en 1976 Chirac claqué la porte. Le « tueur » de Chaban s'est réconcilié avec l'appareil gaulliste, rebaptisé RPR en 1976. L'année suivante, il est élu à la mairie de Paris, dont il entend faire son tremplin pour l'Élysée. C'est ce qui lui vaut les poursuites des juges pour financement occulte du RPR, interrompues par ses mandats présidentiels. Candidat, comme Giscard, à l'élection présidentielle de 1981, et battu au premier tour, il appelle du bout des lèvres à voter Giscard... tout en faisant voter Mitterrand.

Chirac retrouva le poste de Premier ministre face au président Mitterrand pendant la cohabitation de 1986-1988. Mais la réélection de Mitterrand reporta à sept ans ses ambitions et suscita celles de son « ami de trente ans » Balladur. Flanké de Sarkozy. Balladur sembla pouvoir l'emporter mais Chirac, qui avait gardé en main



l'appareil du RPR, remporta l'élection en dénonçant, le temps de l'élection, la « fracture sociale ».

Celle-ci fut mise au placard quand son Premier ministre Juppé s'attaqua à la Sécurité sociale et aux régimes de retraite du secteur public, provoquant une grève des cheminots et des manifestations qui l'obligèrent à reculer. Deux ans après, dans l'espoir de renforcer sa majorité parlementaire, il dissout la Chambre des députés. Les élections ramenèrent au gouvernement la gauche, conduite par Jospin. Deux cents députés de droite y perdirent leur siège.

Les « Guignols de l'info » ont fait de Chirac « Super-men-

teur ». Au premier tour de la présidentielle de 2002, il n'obtient que moins de 20 % des voix. Mais Le Pen devance Jospin et, dans le souci de ne pas s'expliquer sur les raisons qui lui ont fait perdre quelque 4,1 millions de voix, la gauche préfère dénoncer une prétendue « menace fasciste » et appelle à voter pour « Super-metteur », engageant ainsi des millions d'électeurs de gauche à voter pour un homme de droite !

La « fracture sociale » élargie

Chirac est ainsi réélu en 2002 avec 82 % des voix, un score de plébiscite. Mais la poli-

tique qu'il mène ne tient évidemment aucun compte des voix de gauche qui l'ont élu. En 2005, Chirac décide de consulter par référendum les électeurs pour qu'ils disent « oui » à la Constitution européenne. Cela lui réussit aussi mal que la dissolution de la Chambre en 1997.

Les commentateurs bien intentionnés mettent en avant le fait que Chirac a reconnu les crimes commis par l'État français pendant la période de l'occupation nazie ; ou qu'il s'est abstenu d'engager l'armée française dans l'aventure irakienne aux côtés des États-Unis, après avoir cependant accepté de les accompagner en Afghanistan.

Mais le véritable bilan de douze ans de présidence, c'est que la fameuse « fracture sociale », au lieu de se réduire, s'est élargie. En 1995, les érémites étaient 945 000, ils sont désormais 1,2 million. En 1995, la précarité du travail touchait 7,7 % des salariés, elle atteint aujourd'hui 13,6 %. On compte 1,3 million de travailleurs pauvres, avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté. En 1995, les Restos du cœur distribuaient 50 millions de repas, ils en ont servi 75 millions cette année. Et, malgré les traficotages de chiffres, on dénombre 7 millions de pauvres et le taux de chômage officiel reste de 9 %. Par contre, les profits des grandes entreprises n'ont jamais été aussi élevés.

La présidence de Chirac n'a peut-être pas été brillante, comme le disent la plupart des commentateurs. Mais il a tout de même bien mérité des possédants.

Marianne LAMIRAL

Jacques FONTENOY

• Chirac et le clan Hariri

Une longue histoire d'intérêts réciproques

En parallèle avec la passation protocolaire des pouvoirs à Sarkozy, Chirac n'aura vraiment parlé avec celui-ci qu'à une occasion : lorsqu'il a tenu à lui présenter personnellement un de ses proches amis, Saad Hariri, fils et successeur politique de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, assassiné en 2005. Quelques jours auparavant, on avait appris qu'un de ses frères, Ayman, mettait à la disposition des Chirac l'appartement qu'il possède face à la Seine, quai Voltaire – un des endroits de Paris où les prix de l'immobilier atteignent des sommets.

Rafic Hariri avait fait fortune dans l'immobilier dans les années soixante-dix, en construisant des hôtels de luxe pour les princes saoudiens, puis des immeubles pour l'oligarchie financière de divers pays arabes, dont le Liban. C'est en 1982 que, associé avec une entreprise française, il a

installé son siège social à Paris, étendant ensuite ses activités – et sa fortune – en investissant dans le secteur bancaire, la téléphonie mobile et les médias. Sa mort n'a pas laissé ses six héritiers démunis puisque, actuellement, leur fortune est évaluée à plus de dix milliards de dollars, ce qui

équivalait à 45 % du produit intérieur brut du Liban (23 milliards de dollars) !

Cette fortune ne s'est pas construite à la seule force du poignet, mais grâce à des appuis puissants, dont celui de l'impérialisme français, et même plus particulièrement de Chirac, au travers de multiples contrats commerciaux ou financiers, ce qu'il est convenu d'appeler les « relations d'amitié franco-libanaises ». Pour entretenir ces bonnes relations d'affaires avec les milliardaires libanais, Chirac a payé de sa personne, en se rendant souvent au Liban, que ce soit à l'occasion de sommets, de visites officielles ou privées. Il a surtout appuyé indéfecti-

vement le clan Hariri contre tous ceux qui, au Liban, s'opposaient à sa mainmise sur le pays. Ce dernier n'a pas manqué de renvoyer l'ascenseur : il aurait, entre autres délicatesses, aidé au financement des campagnes électorales de Chirac.

En présentant officiellement Saad Hariri à son successeur, Chirac lui a montré qu'il tient à ce que la continuité de l'État soit assurée au moins dans un domaine : celui de la protection des intérêts de l'homme d'affaires libanais. C'est ce qu'on appelle, de façon plus pompeuse, la politique d'amitié de la France au Liban.